

ACTION *nationale*

L'Action Nationale :
Notre Action Nationale

André Laurendeau :
Henri Bourassa

Lionel Groulx, ptre :
Crise de fidélité française ?

André Malavoy :
Jeunesse de France, 1951

Stanislas Vachon :
Notre politique militaire

Le rendez-vous des illusions

par Jean-Marc Léger

LE MOIS :

Voix de l'Ouest

Bombardements avec ou sans avis

Images d'Algérie

*Le Troisième Tome de l'Histoire du Canada français
de M. le chanoine Lionel Groulx*

Vol. XL No 1 — SEPT. - OCT. 1952 — MONTRÉAL

TRENTE-CINQ CENTS L'EXEMPLAIRE

L'ACTION NATIONALE

REVUE MENSUELLE

● Directeur: **André LAURENDEAU** ●

L'Action Nationale, publiée par la Ligue d'Action Nationale, est un organe de pensée et d'action au service des traditions et des institutions religieuses et nationales de l'élément français en Amérique. Elle paraît tous les mois sauf en juillet et en août.

Les directeurs de la Ligue sont: MM. Anatole Vanier, président; François-Albert Angers, vice-président; Jean-Marc Léger, secrétaire; Paul-Emile Gingras, trésorier; M. le chanoine Lionel Groulx; R.P. J.-P. Archambault, S.J.; Mgr Olivier Maurault, P.S.S.; Mgr Albert Tessier; Arthur Laurendeau, René Chaloult, André Laurendeau, Gérard Filion, Léopold Richer, L.-Athanasie Fréchette, Jean Drapeau, Guy Frégault, Jacques Perrault, Dominique Beaudin, Clovis-Émile Couture, Jean Deschamps, R.P. Richard Arès, S.J., Wheeler Dupont, André Dagenais, Alphonse Lapointe, Luc Mercier, Pierre Lefebvre, Gaétan Legault, Roland Parenteau.

Administration :

986, est, rue RACHEL, MONTREAL
CHerrier 5253

L'abonnement est de \$3.00 par année

L'abonnement de soutien : \$5.00

*Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe
Ministère des Postes, Ottawa.*

Servir

Acquérir la compétence pour mieux servir



LANGAGE DE CHIFFRES

(au 31 décembre 1951)

Primes	\$ 1,827,643
Réserve	4,875,070
Actif	5,772,232
Assurances en vigueur	77,666,157



LA LAURENTIENNE

Compagnie d'assurance sur la Vie

LES AMIS DE LA REVUE

AUBÉ, Philippe
AVOCAT

152 est, Notre-Dame
HA 5877



CHAUSSEÉ, Fernand
AVOCAT

152 est, Notre-Dame
MA 1922



DENIS, Arcadius
AVOCAT

44-B, Nord, rue Wellington,
Tél. 1994 Sherbrooke, P.Q.



DORAIS, Jean-Louis
AVOCAT

57 ouest, rue St-Jacques
HA 1336



THERRIEN, F.-E., avocat

Ch. 812, Edifice des Tramways,
159 ouest, rue Craig, Mtl.
HA 3797



VANIER, Anatole
AVOCAT

57 ouest, St-Jacques
HA 2841



FRÉCHETTE, L.-A.
NOTAIRE

159 ouest, Craig
LA 9607



ROBILLARD, Michel
NOTAIRE

934, Ste-Catherine est
LA 3138



POULIN, Albert
ARCHITECTE

1115, Prospect, Sherbrooke, P.Q.
TEL. : 2-4620



ALBERT ROUSSEAU Ltée
Charbon - Huile

10720, Millen
DU 4146



LAVIGNE, C.-E.

Courtier d'assurances
3750, rue Lacombe
AT 6433



PAQUIN, Philias
PHARMACIEN

Angle Boul. Rosemont et Chabot
CR 2358



SARRAZIN, Arthur
PHARMACIEN

Sarrzin-Choquette,
Montréal



PAQUETTE, P.-E.
FERRONNERIE

1115 est, rue Mont-Royal
GI 3337



CARON, Marcel

Assurances générales
5117, Boul. Rosemont, Mtl.
TU 3275



LANGEVIN, J.-H.

Courtier en Assurances
937 Hartland, Montréal
AT 4810 — Bur. : HA 7223



LAROCHE, Willie, C.C.S.

Assurances générales
477, St-François-Xavier, ch. 310
Bur. : HA 0422 - Rés. : HA 8064



MORIN, Rosaire

Assureur-Vie
152 est, Notre-Dame, Mtl.
MA 5339



PERREAULT, Robert

La Sauvegarde, Assurance-Vie
7950, rue Lafontaine, Mtl.
HA 7221



FOURNIER, Albert

Procureur de brevets d'invention
934 est, Ste-Catherine
HA 4548



ROY, Roméo

Spécialités pharmaceutiques
Longueuil, P.Q.
 OR 5-0349

DESCHÈNES & Fils Ltée

Matériaux de plomberie et chauff.
 1203 est, *Notre-Dame*
 FR 3176-7

MASSÉ, Paul

AVOCAT
 152 est, *rue Notre-Dame*
 BE 1971

LATENDRESSE & Fils Enrg

FERRONNERIE, Machinerie Delta
 11837 est, *N.-Dame, Pte-aux-Tr.*
 MI 5-5874

J.-E. PIETTE & FRÈRE

Manufacturiers de cigares et importateurs de thé, café, olives.
 4355-61, *Drolet, Mtl.*, HA 6718

**COMPONNETTE INC.**

J. BRASSARD, prés.
 256 est, *St-Catherine, Mtl.*

MAXIME

Nettoyeurs & Teinturiers
 4140, *rue St-Denis*
 BE 1158

Salaison MAISONNEUVE

BACON marque "MORIN"
 1430, *De Lasalle*
 CL 4084-7

SANSOUCY, Arthur

BOUCHER-ÉPICIER
 3995, *Hochelaga*
 CL 2839

AUG. BRUNETTE Ltée

PLOMBERIE-CHAUFFAGE
 4154, *rue Hôtel de Ville*
 PL 1946

DEL RIO Chaussures Enrg.

M. Roger CAISSE
 1836 est, *Mont-Royal, Mtl.*
 AM 8626

DUST-O-DUST

Poudre à balayer
 7028, *De Lavoye, Mtl.*
 Rolland Trépanier — CA 9071

La Cie TULIPPE Ltée

Cravates, écharpes et robes de chambre
 4630, *rue Iberville, Mtl.*
 FA 2533

SÉGUIN, Paul-Émile

NOTAIRE
 6726, *St-Hubert*
 DO 8739

UNE FORMULE NOUVELLE

Si vous désirez éviter la crainte de ne pas être satisfait.

Si vous désirez que votre complet soit conçu exécuté selon votre goût personnel.

Si vous désirez rester dans les limites de votre budget

Adressez-vous à une maison spécialisée.

J O L Y**TAILLEURS**251 est, *rue STE-CATHERINE*

HA 1171

Les

Confitures

VILLA

Le Choix des Gourmets

CONSERVERIE DORION LIMITÉE

1430, rue Everett

Montréal

LA
BANQUE CANADIENNE NATIONALE

est à vos ordres pour toutes
vos opérations de banque
et de placement



Actif, plus de \$450,000,000
552 bureaux au Canada
72 succursales à Montréal

Hommages aux collaborateurs de
l'ACTION NATIONALE

J.-R. GREGOIRE

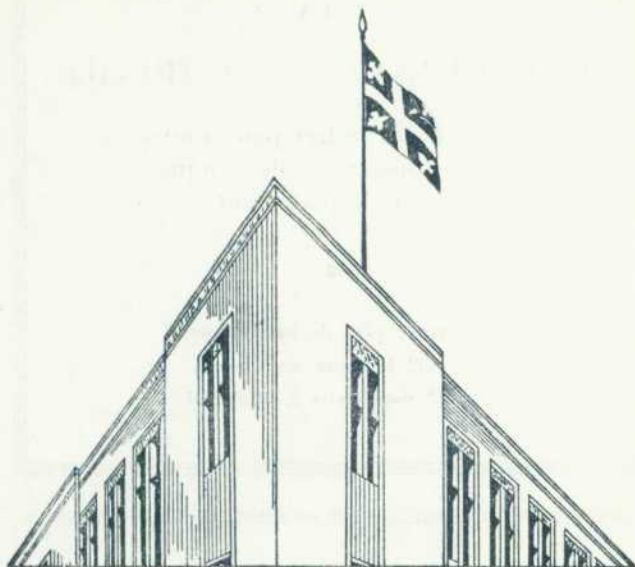
QUINCAILLERIE



FA. 1167

3605, ONTARIO est, Montréal

DUPUIS



Maison essentiellement
canadienne-française
depuis sa fondation
en 1868

Dupuis Frères
UNITE

Montréal

Magasin à rayons : 865 est, rue Ste-Catherine,
Comptoir Postal : 780, rue Brewster,
Succursale magasin pour hommes : Hôtel Windsor.

L'ACTION NATIONALE

REVUE MENSUELLE

•
VOLUME XL
•

DIRECTEUR : ANDRÉ LAURENDEAU

LA LIGUE D'ACTION NATIONALE

986 est, rue RACHEL
MONTREAL

Vingtième année

deuxième semestre 1952

BAnQ NUMÉRIQUE

Page(s) blanche(s)

Veillez vous informer auprès du personnel de BAnQ
en utilisant le formulaire de référence à distance, qui se trouve en ligne :

https://www.banq.qc.ca/formulaires/formulaire_reference/index.html

ou par téléphone **1-800-363-9028**

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

L'ACTION NATIONALE

VOL. XL, No 1

MONTREAL

Septembre-octobre 1952

Notre Action Nationale

Combien parmi nos lecteurs se sont déjà interrogés sur le titre de la revue et sur la mission qu'il implique? Voilà ce qu'il serait intéressant — et décevant peut-être — de connaître. A tout événement, il n'est pas inutile, à l'heure d'un nouveau départ, de nous essayer ensemble à réfléchir sur le rôle de notre entreprise, partant sur sa justification.

Sur quelle conception repose l'Action Nationale? Quelles préoccupations l'animent? Tout à la fois, nous paraît-il, un attachement, une vigilance, une volonté. Attachement à certaines valeurs profondes dont nous avons éprouvé la qualité humanisante, à certaine manière d'être présent au monde et de témoigner de notre vocation comme groupe; une vigilance à l'endroit de ce qui en nous et hors de nous menace l'existence et l'épanouissement de ces valeurs, une volonté, enfin, passionnée, d'affirmer et de faire chaque jour mieux rayonner un type donné de civilisation auquel nous participons.

D'où, la mission de la revue nous paraît revêtir deux aspects: être l'écho des préoccupations vitales de la nation; proposer aux problèmes qui la confrontent des solutions inspirées de son seul intérêt. Il n'est

certes pas besoin d'insister sur l'ampleur du champ d'action non plus que sur le caractère ardu de la tâche. Au sein de toute nation, pareille entreprise n'est pas une sinécure: poursuivie dans un pays multi-ethnique, pour le compte d'une minorité, elle devient singulièrement complexe.

Mais pour approcher de ses objectifs et répondre vraiment à son nom l'Action Nationale doit être plus que le fait d'une équipe limitée: elle doit être le porte-parole d'un secteur de plus en plus étendu de la nation. Et tout d'abord, elle doit être pour ses lecteurs plus qu'un ensemble d'articles sans résonance profonde mais bien un moyen d'échanges, le lieu d'un constant dialogue. Ici, il faut bien le dire, tout est à bâtir. La revue ne peut être vivante, aucune revue de cette espèce ne le saurait être qui ne soit l'expression d'un groupe actif et organisé.

L'improvisation, sur le plan de la doctrine et sur celui de l'action, compte parmi les défauts majeurs des Canadiens français. Généreux mais fugitifs ont toujours été nos réveils, et sans lendemains les grands événements qui ont jalonné notre histoire depuis la Conquête. Pour ne nous en tenir qu'à un passé récent, la leçon capitale des échecs des nationalistes en matière politique n'est-elle pas celle de la nécessité d'une véritable doctrine et de cadres dignes de ce nom? Certes, il est relativement facile d'opérer l'accord sur les grands objectifs qui parlent d'abord au cœur avant d'atteindre à la raison: défense de nos droits, sauvegarde des écoles de nos minorités, respect du bilinguisme, notre quote-part au sein du fonctionnarisme fédéral, etc... Qui ne voit d'un côté que ces réclamations, aussi éminemment fondées soient-elles, n'atteignent

pas à l'essentiel de la vie nationale, de l'autre que l'accord véritable n'a jamais pu se faire sur l'itinéraire le plus pratique vers ces objectifs? Reconnaissons-le: une doctrine nationale reste à élaborer et un mouvement vraiment sérieux tout entier à bâtir qui se consacre à l'obtention des conditions nécessaires à l'application de la doctrine.

Voici venir plus que jamais dans notre histoire l'heure décisive du courage et du travail. Il est relativement facile d'entrer dans la mêlée et de "faire du national" quand l'on est soutenu par la fièvre d'événements comme le Règlement XVII, l'Affaire Riel, le plébiscite sur la conscription pour service outre-mer: griserie du soldat de jadis qui montait à l'assaut dans un uniforme chatoyant, soutenu par le chant des clairons et le claquement des oriflammes. L'imagination populaire a besoin de Saint-Cyriens chargeant l'ennemi à découvert avec les gants blancs et le casoar, mais la vie quotidienne de la nation requiert moins l'héroïsme étincelant que l'accomplissement difficile mais ininterrompu de son devoir par chacun.

Une doctrine nationale: certains craignent son impuissance à faire l'unanimité. Mais l'heure n'est-elle pas venue de cesser de nous unir sur des équivoques, de grands mots d'ordre aussi généreux qu'imprécis et de nous engager dans une véritable action nationale qui pour compter moins de partisans s'appuiera sur de meilleurs? Cette doctrine une fois définie, il restera à la traduire en objectifs précis dont la conquête fera l'objet de nos luttes successives.

C'est là un programme de travail qui couvrira plusieurs années. On reconnaîtra qu'il n'est pas trop tôt pour s'y attaquer. Mais comme indispensable

préambule, il importera de bien définir l'esprit dans lequel nous entendons œuvrer: trop d'équivoques subsistent sur la notion même de nationalisme. Beaucoup le combattent qui en sont étrangement voisins et beaucoup le célèbrent qui comptent en fait parmi ses adversaires.

Il importe de faire le départage le plus tôt possible pour qu'ensuite nous nous consacrons tout entiers à une entreprise qui ne souffre pas qu'on s'y donne à demi. La qualité de notre contribution au salut de la nation nous jugera et nous mesurera tous.

L'ACTION NATIONALE

Henri Bourassa

Que reste-t-il d'Henri Bourassa dans l'esprit d'un homme de ma génération? D'abord quelques grandes images: Bourassa brisant avec Laurier à propos de la participation canadienne à la guerre du Transvaal; Bourassa prenant la défense des minorités; l'assemblée de Saint-Hyacinthe et le discours de Notre-Dame; la lutte ininterrompue contre l'impérialisme. Bourassa et la conscription... L'antithèse Bourassa-Laurier résume toute une époque, celle qui va de 1896 à 1920 — celle que nous n'avons pas vécue.

Hors quelques clichés, l'homme se voit mieux que les idées. Nous savons qu'il fut un orateur prodigieux, peut-être le plus grand qui soit passé par Ottawa et Québec, en tous cas le dernier des grands parlementaires. Cette éloquence, qui pouvait mettre une foule hors d'elle-même, il la dominait par son caractère, et la plaça au service d'idées politique, sociales et religieuses: de sorte que possédant toutes les qualités du tribun, il fut bien plus qu'un tribun. Son indépendance a un caractère quasi absolu: rien ne l'a bridé, sauf l'Eglise, devant laquelle il s'est incliné par un acte constant de soumission intérieure. Par fidélité à lui-même, il passa presque toute son existence à combattre l'homme politique qu'il aima peut-être le plus, Wilfrid Laurier.

Son nom remplit un quart de siècle de la vie canadienne: il l'y a imprimé avec une fougue, une énergie, une ardeur que ses adversaires eux-mêmes ont admirée, dès qu'ils n'étaient pas des médiocres. Il a remué toute son époque. Par action ou par réaction, il a agi sur

nous tous: aucun ne serait exactement ce qu'il est sans Bourassa, mais qui le sait, et qui peut mesurer exactement cette influence?

Car l'époque qu'il a contribué à modeler est morte. Regardons ses principales photographies: elles évoquent un passé déjà lointain, de vieux messieurs qui nous paraissent solennels, des bourgeois d'avant 1914; il les rend vivantes par la flamme de son regard, par les ressorts de ses muscles qu'on sent tendus, comme s'il allait bondir. Pour peu que nous consentions à regarder, lui reste un grand vivant; mais le monde où il évoluait fut touché par la grande guerre I, et il a sombré dans la grande guerre II.

Aussi les plus jeunes éprouvent-ils quelque difficulté à comprendre son rôle. Qu'a-t-il fait, dans une grande partie de sa vie, sinon combattre l'impérialisme britannique? Or l'empire est moribond. Comment comprendre tout à fait la portée de ses actes, son âpreté, sa vigilante dureté, quand son vieil ennemi nous inspire aujourd'hui plus de pitié que d'envie? L'histoire a marché vite.

Nous devons reconnaître que nous le connaissons mal, et que la jeune génération l'ignore: elle ne se souvient que du grand bruit qu'il a fait. Pour elle — et un peu pour nous — il est trop loin, ou trop proche. Une œuvre comme la sienne est trop complexe pour qu'il soit possible, au contemporain superficiel d'en dominer toute la complexité. Orateur, il disparaît presque entier; journaliste, son œuvre reste diffuse, et reproduire un article ou un discours ne lui rend jamais pleinement justice.

Nous éprouvons le sentiment qu'il fut grand, et qu'il a vu loin. Ses intuitions politiques, ses prévi-

sions dans l'ordre social laissent entrevoir la puissance de son esprit. Il ne faut pas les prendre dans un sens trop littéral: le problème international, par exemple, n'est plus ce qu'il était quand la Grande-Bretagne se ruait sur les Boers, le rôle du Canada a bien changé depuis, l'équilibre des forces (surtout celui du couple Angleterre-Etats-Unis, qui pèse durablement sur notre histoire) s'est profondément modifié. Dans son enseignement, il faut respecter la lettre, mais surtout chercher l'esprit.

Il fut un serviteur passionné du Canada français et du Canada, que sa fidélité liait indissolublement. C'est le trahir que de le présenter, comme ont fait des journaux anglo-canadiens, comme un "séparatiste" ou un nationaliste exclusivement canadien-français. Mais le transformer en apôtre du canadianisme niveleur, c'est le trahir deux fois: car nul ne fut mieux enraciné dans son milieu, nul ne se sentit plus profondément solidaire de l'histoire canadienne-française.

Mais alors, serions-nous en présence d'une contradiction? Si peu que je connaisse son œuvre, je crois pouvoir affirmer, en regardant l'ensemble de sa vie, qu'il n'y a aucune contradiction majeure: Bourassa a toujours voulu que les deux cultures collaborent à l'édification du Canada. Mais il n'a pas cru qu'une synthèse fut nécessairement une diminution; il n'a pas cru que le Canada se construirait sur des moitiés de démissions. Dans son esprit, le Canadien français s'intègre parfaitement au Canada, et du même coup il s'affirme Canadien français; il se sent partenaire — partenaire loyal, partenaire égal.

Dans l'ordre social, le message paraît plus neuf, peut-être parce qu'il n'a pas encore tout entier pénétré

la réalité. Bourassa a éprouvé très vivement le sentiment de la justice sociale. Nul peut-être chez nous n'a dénoncé plus durement le règne de l'argent et du capitalisme libéral. Il fut l'un de nos premiers intellectuels à comprendre la nécessité du syndicalisme, et à la proclamer avec vigueur. Il s'appuyait sur la doctrine sociale de l'Eglise, mais ne se réfugiait pas en elle comme dans une belle construction idéale: il voulait l'inscrire dans les faits. Son effort dans ce domaine obtint moins de retentissement immédiat qu'en politique, mais il eut autant de continuité.

On ne comprendrait pas Bourassa si l'on oubliait que tout chez lui a pris une signification religieuse et spirituelle. Il fut d'abord un catholique, un homme de méditation et de prière. Les dernières années de sa vie ressemblent à celles d'un moine. Durant sa maturité, malgré les pièges de l'action, il gardait un contact étroit avec la vie de l'Eglise: le discours de Notre-Dame est évoqué surtout comme une défense de la langue française, songez pourtant à ce qu'elle révèle de vie intérieure et comme la foi s'y exprime dans une primauté absolue. Une nature volcanique comme la sienne ne dut pas toujours se couber facilement; mais si l'accent révèle souvent la violence du combat intérieur, la victoire est toujours éclatante, elle fut durable.

Ses contemporains discutent encore telle de ses attitudes ou de ses idées. Devant l'homme, l'intégrité de caractère, sa sincérité, son indépendance, la richesse prodigieuse de son talent, tous s'inclinent. Tous reconnaissent l'importance de son rôle et presque tous, bon gré mal gré, le continuent.

C'est la revanche des grands hommes.

André LAURENDEAU

Crise de fidélité française?

On nous saura gré de communiquer au lecteur le texte de l'allocution prononcée par M. le chanoine Lionel Groulx, lundi soir le 23 juin, au dîner officiel de réception offert par la Société St-Jean-Baptiste de Montréal aux invités d'honneur et aux délégués officiels du IIIe Congrès de la Langue française.



Ces décorations qu'on reçoit sur le tard de sa vie — décorations presque posthumes — ont au moins ce bon effet d'enseigner l'humilité par la pensée de ce long temps qu'on a mis à les mériter. D'autre part, comment n'en pas tirer un peu de vanité, quand celle qui vous échoit, vous arrive en même temps qu'à trois autres dont on ne saurait discuter ni l'éminent mérite, ni le septuagénariat. Pourquoi faut-il qu'à notre joie et à notre gratitude pour cette réception dans la "légion d'honneur" du Comité de la Survivance, se mêle un peu de mélancolie? Au Canada français, la fidélité française serait donc un mérite, une distinction, puisqu'on sent le besoin de la décorer? Et l'on pense alors à ce fatal corollaire d'un mal plus ou moins généralisé qui serait l'infidélité française. Ou, plus simplement, aurions-nous affaire à une crise de la fidélité? Vous m'avez prié de vous le dire.

Des esprits moroses — et qui ne serait un peu morose dans les temps où nous sommes? — constatent, comme tout le monde, la métamorphose immense en voie de s'accomplir à la surface de la planète. L'humanité évoluée, change de figure, et, non plus comme aux temps anciens, sur tel ou tel point du globe, mais partout, à l'échelle cosmique, avec un ensemble affolant. Plus de peuples isolés, plus de civilisations figées. Ici, au Canada français, à l'influence mondiale, se joint l'imprégnation d'une puissance et d'une civilisation les plus envahissantes du monde contemporain: l'américaine. Une révolution politique, en marche depuis quelques années, ébranle l'État fédéral, menace de ramener le Québec à un nouveau colonialisme aussi pernicieux que l'ancien. En même temps, une révolution économique non moins alarmante, a presque jeté par terre notre vieil état social; plus des deux tiers de notre population sont passés brusquement d'un mode de vie rural à un mode de vie urbain. Redoutable conjoncture, sans précédent dans notre histoire. Mœurs, langue, traditions, conscience nationale en subissent malaisément les contrecoups qui bouleversent jusqu'en son fond notre type humain. Des questions surgissent, grosses d'inquiétude et de pessimisme: les Canadiens français tiendront-ils le coup? Leur culture est-elle viable? Continuer de s'y attacher, de s'y appuyer, à l'encontre de tous les postulats des temps nouveaux, ne serait-ce pas se vouer irrévocablement à la médiocrité, à la ruine, accepter le sort du wagon usagé, démodé, qu'on rejette à la vieille ferraille?

Le diagnostis, vous m'en êtes témoins, n'a rien d'exagéré. Des enquêtes qui ne datent pas de si

loin nous l'ont révélé: une notable portion de l'intelligentsia canadienne-française parle assez volontiers de la crise de la culture nationale et même de son déclin. Pis que cela, et ce serait la vérité sans fard, toute l'Amérique française subirait une crise de fidélité. Aux sceptiques, aux découragés, nous empresserons-nous de jeter la pierre? L'heure présente, vous ai-je dit, est d'une extrême gravité. Si chacun se rappelle son temps qui, à certains égards, n'est pas si différent des temps d'aujourd'hui, qui nous a jamais prémunis contre cette sorte de défection? Des hommes, des maîtres, en des discours aussi pathétiques et sincères que vides, ont exalté parfois devant nous, l'excellence de la culture française et voire la part que nous en avons gardée et assimilée. Dans laquelle de nos institutions d'enseignement supérieur a-t-on jamais fourni à la jeunesse l'opportunité d'un inventaire précis, compréhensif, de ces valeurs capitales? Dans ce pays où une culture rivale s'offre aux jeunes esprits, avec tous les prestiges de la force et de l'avenir, qu'avons-nous fait de méthodique, de persuasif, pour attacher les jeunes générations à leurs racines culturelles et les protéger efficacement contre les sortilèges d'en face? Ce troisième Congrès de la langue française a jugé opportun d'inscrire en tête de son programme d'étude, "l'éducation patriotique"; et l'on en a disserté, comme si l'on attendait le remède souverain depuis deux cents ans. Enfin, nos deux universités de Montréal et de Laval, celle de Montréal invitée par la Société Saint-Jean-Baptiste de cette ville et par un clairvoyant, M. Esdras Minville, vont fonder chacune une chaire de civilisation canadienne-

française. Applaudissons à ce geste un peu tardif, mais appelé peut-être à sauver l'avenir. Car, en dépit de tout, je suis de ceux qui refusent de désespérer.

Personne ne saurait se cacher évidemment que les menaces de l'heure se font surtout redoutables pour les petits peuples, les petites nations qu'on dirait comme suspendus entre les deux infinis de Pascal. Par suite du rapprochement des continents et du raccourcissement des distances, jamais l'idée ou l'appréhension d'un univers concentrationnaire n'a si fortement hanté les esprits. N'en raisonne-t-on pas toutefois comme d'un phénomène unique, dans l'histoire des hommes, comme si, après tout, il ne différerait de bien d'autres que par sa seule dimension ? Ce n'est pas la première fois que, par un bouleversement subit de son domaine, l'humanité se sent prise d'un peu d'angoisse. Et il se peut que ce ne soit pas la dernière. Au seizième siècle, alors que les grandes découvertes doublaient tout à coup le jardin de l'homme, déployaient l'on ne savait jusqu'où l'aire spatiale où l'aventure humaine pourrait désormais s'ébrouer, le centre de gravité, l'axe du monde méditerranéen s'en trouvèrent soudainement changés. Des historiens font dater de l'époque coloniale, la succession des hégémonies européennes, et voire l'avènement de l'industrialisme et du capitalisme qui devaient révolutionner le monde moderne. Et c'est là voir assez juste. L'humanité a-t-elle été atteinte pour autant en sa substance, en ses instincts vitaux, en ses aspirations foncières ? La vieille Europe s'est-elle diluée dans les nouveaux mondes ? Les vieux mondes de l'Extrême-Orient,

touchés par le virus de la civilisation occidentale, sont-ils sortis tout aussitôt de leur antique torpeur? Nations d'Occident et nations d'Orient, rapprochées davantage, ont-elles abdiqué quelque chose de leur vouloir-vivre individuel? Aujourd'hui même, l'on parle plus que jamais d'internationalisme. Les pactes internationaux se multiplient, s'entrecroisent. Qui même ne se rappelle certaine charte presque aussitôt noyée que née quelque part sur l'Atlantique? M. André Siegfried, reprenant une idée déjà exprimée, du reste, il y a trente ans, par MM. Brunhes et Vallaux dans leur *Géographie de l'Histoire*, n'aperçoit plus dans l'avenir de puissances de premier ordre que les pays de "forte surface et de nombreuse population", ceux qui seront en possession d'au moins huit à dix millions de kilomètres carrés et d'un minimum de cent millions d'habitants. Possible. Mais à l'heure où je vous parle, où en sont les États-Unis d'Europe? Et même s'ils parviennent à se constituer, sera-ce jamais sur une autre base que la base fédérative, celle par conséquent où chaque État pourra se réserver la plus large autonomie? Et si vous me dites que les vieilles et grandes nations en sont pourtant rendues là qu'il leur faut se résoudre au sacrifice d'une partie de leur souveraineté, je vous prie de m'indiquer, en Europe comme en Amérique, dans le Proche comme dans l'Extrême-Orient, les petites nations autonomes ou indépendantes et de la taille du Canada français qui aient consenti jusqu'à cette heure à se laisser dévorer bénévolement par l'ogre international? Combien d'autres aspirent à l'autonomie et forcent la coquille où s'acharne à les emprisonner le vieux

colonialisme? Il y a encore de l'avenir et il y en aura encore longtemps pour les petites nations, aussi longtemps du moins que la beauté de ce monde ne pourra se passer de quelque élément de variété et que, pour échapper à l'oppression asphyxiante de l'univers concentrationnaire, la liberté humaine défendra ses derniers refuges. De l'avenir, il y en aura même pour notre petit Canada français, en son milieu anglo-canadien et américain. Deux traits originaux et qui nous constituent comme nation, notre foi catholique et notre culture française, nous dressent en opposition à l'uniformité ambiante, deux traits d'une originalité apparemment irréductible, s'il faut en juger par la façon dont l'on a mal à nous supporter ou à nous digérer, au Canada et dans l'ensemble du continent, partout où se sont installées les moindres parcelles de la nationalité. Après tout nous ne serions pas, dans l'histoire, le seul ni le plus célèbre exemple d'un petit peuple qui, cerné par une formidable puissance impérialiste, aurait réussi à sauver victorieusement son âme. L'on parle volontiers du miracle canadien-français. Évoquerai-je, entre tant d'autres, le plus grand miracle de tous les temps, celui de la petite Grèce antique? Ce petit pays vingt fois moins peuplé que le Canada français, aurait pu se laisser happer par le monde oriental, puis par le monde méditerranéen qui l'enserraient si étroitement. Par sa densité d'âme, la petite Grèce, je m'excuse de rappeler cette banalité, a conquis jusqu'à ses conquérants.

Mais cette densité d'âme, me demandez-vous, est-elle nôtre? Y pouvons-nous prétendre? Et d'abord une survie vaut-elle la peine d'être tentée?

Je me figure parfois que nos actuelles neurasthénies de jeunes vieillards, neurasthénies après tout d'une race jeune, habitant un pays jeune aux espoirs exaltants, étonneront passablement nos arrière-neveux. Car il s'en trouvera sûrement qui seront restés français. En fait et en bonne vérité, sommes-nous si pauvres, si petits ? Des catholiques de foi vivante ont-ils le droit de se montrer si désabusés ? "Il y en a qui ne peuvent admirer que les grandeurs charnelles, comme s'il n'y en avait pas de spirituelles", autre mot de Pascal qu'on cite ici malgré soi. Certes, je ne prétends pas vous décrire la trajectoire de notre avenir possible. Dieu attend-il quelque chose de nous ? Et par quels chemins nous achemine-t-il à notre destin ? Pour jouer au prophète, les historiens auraient d'ailleurs besoin d'une perspective autrement plus large que nos trois siècles d'existence. Comme tout croyant, je sais néanmoins que, depuis deux mille ans et sous le signe de la Rédemption, l'histoire n'a plus qu'un sens normal ou logique. Elle ne peut être que "l'avènement du règne sacré" où tout homme comme, tout peuple, est engagé par un appel irrévocable. Je sais encore, parce que Dieu a laissé à l'homme les risques de sa liberté, je sais aussi que tout peuple peut oublier ou saccager sa vocation. On l'a dit, Dieu qui endure que sa volonté soit mise en échec, est étrangement faible devant l'histoire. Je sais cependant pourquoi nos pères sont venus en Amérique. Pas uniquement, sans doute, pour des fins apostoliques ; mais je n'ai pas le droit d'ignorer quel rôle capital, dans leur aventure, ces fins ont joué. Je sais pourquoi Dieu fit partir pour la Nouvelle-France d'admirables mis-

sionnaires et d'admirables femmes; et pour le gouvernement de son Église et du petit peuple colonial, dota la colonie d'un clergé, comme l'ancienne France en possédait peu; je sais pourquoi Ville-Marie, la ville mystique, s'est fondée. Je sais encore que nous avons été conquis en 1760 par une puissance protestante et qu'alors notre avenir de peuple catholique et français prit l'aspect d'une gageure. La Providence de Dieu nous a-t-elle abandonnés? Je sais encore qu'en 1774, dix ans à peine après la cession, alors que, selon toute prévision humaine, notre avenir paraissait on ne peut plus mal engagé, je sais qu'un retournement des choses trop subit et trop inattendu, pour n'être pas de calcul providentiel, ramenait notre histoire à ses lignes maîtresses. Je sais encore qu'en 1840, quand de nouveau tout semblait perdu, en moins de deux ans cette fois-ci un autre retournement providentiel, aussi inespéré que celui de 1774, nous remettait notre avenir entre les mains. Vingt-cinq ans plus tard, quand, cette fois encore, tout paraissait brouillé, compromis, je sais que nos chefs s'emparaient de l'idée fédérative pour l'imposer à ce pays, solution de compromis, sans doute, mais qui valait au moins au Canada français de recouvrer l'essentiel de son individualité politique et nationale. Je sais, hélas, que depuis lors, nos chefs n'ont pas toujours tiré de ce notable affranchissement le parti qu'en aurait tiré un peuple énergique et vigilant. Comme vous tous, je puis constater néanmoins que le peuple canadien-français vit encore. Il vit, dans des cadres, dans des institutions que lui seul s'est bâtis; il vit dans son droit français qu'il a sauvé du naufrage; il vit dans

ses institutions d'enseignement, qu'en dépit du conquérant, lui seul toujours, avec son sou du pauvre, il a édifiées, pièce par pièce, de la base au sommet, de l'école de rang à l'Université. Il vit, vaincu parfois sur certains terrains, réparant ses pertes, reprenant sa revanche sur d'autres, forgeant sans relâche tous les organes essentiels à la survie d'un peuple. Et j'imagine que ce n'est pas pour une retraite de préparation à la mort que ce même peuple rassemblé de tous les coins du Canada et de l'Amérique, tient en ce moment ses États généraux. En cette grouillante mêlée de groupes ethniques dans la cuve en ébullition de l'Amérique du Nord, et où un si grand nombre se sont laissé dissoudre, je constate, en effet, que partout où le vent a emporté quelques poignées du petit groupe du Saint-Laurent, partout ces poignées ont survécu ou prennent plus de temps que les autres à mourir. En dépit de toutes ses misères, je sais encore que le petit peuple n'a jamais abdiqué sa vocation première de peuple apostolique. Dans le siècle qui a suivi la conquête, quand il n'avait pas assez de clergé pour ses propres besoins, il prélevait sur sa pauvreté pour dépêcher des apôtres à tous les groupes catholiques de l'Amérique du Nord, depuis Terre-Neuve jusqu'aux côtes du Pacifique. Enfin, plus tard, quand ses forces se seront reconstituées, c'est vers tous les points du globe que le même petit peuple expédiera ses porteurs de foi, se plaçant même, en cette contribution, à la tête ou presque des peuples de l'Église universelle. Et bien, Mesdames, Messieurs, je repasse cette histoire que je n'ai point surfaite. Je fais le compte de la vitalité — et c'est pourquoi ne pas le

dire? — de la densité d'âme qu'une telle histoire présuppose. Et vous comprendrez qu'en dépit de tous les sceptiques, de tous les désenchantés et de tous les démissionnaires, je me sente la détermination de mourir canadien-français impénitent.

Que nous faudrait-il donc pour nous ressaisir et reprendre allégrement notre marche vers notre légitime avenir? Retourner simplement mais totalement à tout ce par quoi nous avons vécu. Ne rien renier d'abord des volontés capitales des ancêtres. Ces peuples-là se retardent et s'appauvrissent toujours qui introduisent dans leur histoire d'irraisonnables interruptions ou recommencements. "La civilisation est d'abord une mémoire, la barbarie est d'abord un oubli", nous dira Gonzague de Reynold. Le secret de la grandeur, quand on est de bon sang, c'est de grandir dans son authenticité. En politique, nous resterons donc des autonomistes, puisqu'il n'est pas encore si évident qu'au Canada français, nous puissions être mieux gouvernés que par nous-mêmes. Une nationalité prouve d'ailleurs son droit à l'existence par son aptitude à se passer de tutelles. Restons autonomistes pour mieux et bien garder, dans nos mains, la gouverne de notre histoire et de notre destin, et parce qu'une culture nationale a besoin de ce prestige. Nos pères ont pris cent ans à nous conquérir ce privilège. Pourquoi retourner à l'infantilisme politique?

En cette crise de fidélité française, quoi donc importe plus aux Canadiens français que de faire acte de peuple viril et de reprendre confiance en eux-mêmes? Confiance en tous les domaines; en la possibilité d'une restauration économique et sociale;

confiance d'atteindre à cette synthèse vitale sans laquelle une survivance de peuple ne se conçoit pas. Confiance surtout en nos virtualités culturelles. Le peuple canadien, entends-je dire parfois, est à la recherche d'une formule d'art. Que ne se cherche-t-il, avant toute chose, une conscience nationale ? Puis, l'ayant trouvée, que n'entreprend-il de s'y fixer et de renoncer une bonne fois pour toutes à l'utopie de la nationalité ou de la culture hybride ? Le Rapport Massey-Lévesque, à qui il est arrivé de dire de bonnes choses pour en faire passer d'autres, reconnaît la légitimité et même l'opportunité de deux cultures au Canada. Pour une fois qu'elle parle d'or, pourquoi ne pas nous en tenir à cette concession de l'orthodoxie officielle ? Si, pour l'enrichissement du Canada, il est opportun d'y maintenir deux cultures, il est opportun, et je m'excuse de cette tautologie, d'y maintenir deux nationalités. Et l'une comme l'autre devront exister dans la plénitude de leur être et de leurs vertus foncières.

Le Canadien français ne saurait être petitement canadien-français, comme tant des nôtres le paraissent souhaiter, pas plus que l'Anglo-Canadien ne saurait être petitement soi-même. Car j'en suis encore à apprendre que, pour devenir de bons collaborateurs, il faille commencer par se dépersonnaliser. Si la culture française doit rendre quelque service à ce pays, persuadons-nous que ce ne sera pas et que ce ne peut être en devenant une culture plus ou moins décantée, mâtinée d'américanisme ou d'anglo-saxonnisme, mais en préservant, j'oserais dire farouchement, son essence française et en s'imposant par des œuvres de haute qualité française.

Autrement dit, et cela paraît d'un bon sens presque trop élémentaire, ce n'est pas en s'efforçant de se ressembler ou de faire la même chose, que les deux cultures pourront s'entraider, mais en s'offrant tout bonnement l'un à l'autre quelque chose d'original. En d'autres termes, et s'il faut encore insister, les deux cultures devront emprunter l'une à l'autre, non pas s'adultérer, aboutir à je ne sais quel innombrable *mixture*, l'anglaise devenant quelque peu française, la française quelque peu anglaise. Elles s'emprunteront, comme en histoire l'on dit de deux cultures, deux arts, deux littératures qu'ils se sont influencés. Par quoi l'en entend des échanges, un enrichissement, non par annexion, d'éléments hétéroclites et indigestes, mais par le processus vivant de l'assimilation, où chacun se fortifie par l'intérieur, et accroît, en définitive son originalité et sa puissance créatrice. Emprunter, dirai-je, enfin, comme la pâte emprunte le levain, non pour devenir levain, mais pour y trouver l'élan ascensionnel; emprunter comme la littérature du grand siècle français avait emprunté à la Grèce, à Rome, à l'Italie, à l'Espagne, non pour se faire quelque peu grecque, romaine, italienne ou espagnole, mais pour devenir plus intégralement et grandement française.

Qu'est-ce à dire, si ce n'est que, pour faire œuvre d'assimilation, et c'est par là que je voudrais finir, il serait peut-être temps de nous comporter comme un peuple adulte. Adulte, l'évolution de notre pays nous invite à le devenir politiquement. L'invitation vaut dans tous les ordres, dans l'ordre de l'esprit comme dans les autres. Ne croyez-vous pas que certaines de nos neurasthénies, de nos petits dégoûts,

de nos petits désespoirs à la Sartre ou à la Camus, sentent par trop l'importation et la juvénilité atardée? Faire acte de génération adulte, jeter au vent la robe prétexte pour endosser la toge virile, ce pourrait être l'ambition de nos artistes et de nos intellectuels. Ce qui ne veut pas dire, entendons-nous bien, faire acte d'isolationnistes ou d'indépendants.

Bien au contraire. Ne bouder nul humanisme de ce monde, ni l'anglais, ni l'américain, ni surtout l'humanisme français; car une culture vivante, ai-je déjà dit, doit être de plein air; mais les aborder, ces humanismes, non plus en écoliers ou en disciples, pas davantage en petits-maîtres, mais en humanistes, en adultes qui font le triage des valeurs et qui le font avec un esprit libre. L'histoire ne m'a pas enseigné d'autre formule pour sortir de l'enfance intellectuelle. Etre enfin nous-mêmes et l'être en plénitude. Nous ne pouvons rêver d'être un Canadien français démarqué, limé, interchangeable d'une province à l'autre et garder l'originalité puissante qui est au principe des grandes œuvres. A cette fin, comme il ferait bon de nous rappeler de temps à autre le vieux principe de la sagesse aristotélicienne qui veut que plus l'on *est*, plus l'on possède d'être, plus l'on est apte à agir, à produire. A nos artistes, à nos écrivains, je ne dis pas, notez-le bien encore: peignez, sculptez, écrivez ou faites *canadien-français*. Mais je leur dis: voulez-vous faire œuvre forte et belle? Soyez vous-mêmes; soyez quelqu'un; soyez Canadiens français.

Nous nous plaignons volontiers de notre médiocrité, de notre vie stagnante, de notre impuissance

à créer quelque grand œuvre que ce soit. Mais quand avons-nous œuvré avec toutes les virtualités qui sont en nous, munis, sans doute, des meilleures ressources de l'esprit français, mais mus, stimulés aussi du dedans par les énergies accumulées du passé, par une foi passionnée en l'avenir, en notre culture, en la mission d'un peuple catholique, engagé plus que tout autre, de par sa croyance, dans la vie de son pays, dans le drame tragique de l'histoire, dans la finalité de ce monde? L'avenir est à Dieu, sans doute. Mais il est aussi aux peuples qui savent le prendre. En histoire, il y a peu ou point de fatalité. Regardez-y: ce n'est pas notre géographie, ni nos métropoles, ni nos voisins, ni nos associés d'aujourd'hui, ni aucune politique de bonne ou de cordiale entente qui nous ont faits ce que nous sommes. C'est nous et nous seuls "sous l'œil de Dieu". Chacun de nos reculs a été le mauvais fruit de nos imprévoyances et de nos manques de courage. Chacune de nos ressaisies et chacun de nos redressements se sont produits opportunément quand nous avons décidé de les vouloir et que devant Dieu nous les avons mérités.

Sera-ce trop attendre de l'Église, l'auguste mère du Canada français, celle qui nous a portés dans ses bras comme jamais mère n'a porté son enfant, sera-ce trop attendre de sa clairvoyance et de son dévouement, qu'elle nous aide à traverser victorieusement cette autre et dangereuse étape de notre existence? Sera-ce trop attendre de Celle-là qui, suppléant à notre pauvreté et à la sienne, nous a bâti notre enseignement et en garde encore presque toute la responsabilité, sera-ce trop attendre, dis-

je, de cette bâtisseuse, à la fois idéaliste et pratique, qu'elle nous forme une race d'hommes qui enseigneraient à l'Amérique pragmatiste comment un peuple français peut s'organiser sur ce continent, une vie solide et ordonnée tout en restant fidèle à sa culture et en s'acquittant magnifiquement de sa mission spirituelle ?

L'Église nous enseignera, en tout cas, qu'un peuple de foi n'a pas le droit de risquer le suicide dans des expériences aventureuses où, pour se jeter, il faut moins de courage que de facile résignation. Elle nous enseignera que, si petit, si fragile que soit le flambeau placé dans nos mains et si grands que soient les vents, le devoir n'est pas de laisser pencher le flambeau, encore moins de l'éteindre, mais de le porter jusqu'à la fin de la route, droit, à bout de bras.

Lionel GROULX,, ptre

Jeunesse de France, 1952

A Jean-Marc Léger.

Ce sera sous forme d'une lettre, mon cher Jean-Marc, que je vous apporterai les pages promises sur les problèmes et tendances de la jeunesse française. Le sujet m'effraie par son ampleur et je n'ose entamer un véritable article qui prétendrait en trois, dix ou vingt points saisir une telle matière humaine. Tandis que d'homme à homme et m'adressant à vous que je connais bien et aime autant, sans trouble et sans prétention j'évoquerai sur cette feuille, quelques uns des problèmes qui nous sont chers, à vous Canadien-français, à moi Français du Canada, à nous pour qui la "grande lueur de l'Est" ce sera toujours celle dont rayonne l'hexagone français. Les considérations qui vont suivre, gardez les pour vous si vous le voulez ou publiez-les si vous les en jugez dignes. De toutes façons, il m'aura fait plaisir de vous écrire ce matin; matinal de vocation j'ai choisi sans effort cette aube incertaine qui s'étend à l'instant sur un coin reconquis de terre canadienne et qui, je n'en veux pas douter, va donner naissance à une belle journée d'été.



Depuis un peu plus d'un an que je vis au Canada j'ai dû répondre à d'innombrables questions, toujours intéressées et passionnées souvent, qu'on me posait sur la France en général et sa jeunesse en particulier. Que celle-ci éveille nos craintes ou qu'elle

précise nos espoirs, c'est bien autour d'elle, vous ne vous y trompez pas, que s'ordonnera notre avenir et l'élite canadienne du Québec a raison de suivre avec une telle attention ces problèmes, consciente que la façon dont la jeunesse française saura reconstruire, travailler et lutter, conserver ce qu'il faut conserver, changer ce qui doit être changé, se répercutera bien au delà de nos frontières. Missionnaire pour le meilleur et pour le pire, notre peuple est voué à l'universel. Ses mots d'ordre, plutôt ses messages, espérés ou redoutés, sont partout attendus; les messages du meilleur se doivent de parvenir avec prédilection en votre terre québécoise. La rencontre passionnante qui se poursuit chez nous entre les traditions françaises et les impératifs du monde moderne, vous reconnaissez pour vous-mêmes son importance directe. Ce qui en résultera ne peut manquer d'influer sur les termes de votre destin canadien.

Emmanuel Mounier écrivait en 1946 qu'au lendemain de la guerre les lignes de force de la jeunesse française semblaient s'ordonner autour de trois pôles principaux: le pôle chrétien d'abord (celui de Mounier lui-même), le pôle de l'Eglise catholique française, sortie des années d'épreuves rajeunie et revigorée; le pôle communiste, avec les mots d'ordre politiques du parti, mais aussi sa philosophie et sa religion; un pôle enfin dit à tort existentialiste: dans le langage courant le mot d'existentialistes a servi et sert encore à définir la jeunesse avide et turbulente groupée à St-Germain-des-Prés sous la houlette de son berger crasseux, Jean-Paul Sartre. Mounier, le plus vigoureux défenseur de l'existentialisme

chrétien (avec Gabriel Marcel) ne perdait pas une occasion de déclarer que dans le grand arbre existentialiste, la philosophie athée de Sartre ne représentait en fait qu'un rameau dégénéré¹.

Chrétiens, communistes, existentialistes, on a souvent repris la classification. Mais Mounier me confiait quelques semaines avant sa mort qu'elle ne lui convenait guère. D'abord c'était accorder trop de place à l'existentialisme sartrien, mouvement dont la tapageuse réclame cachait mal son aspect éphémère; et puis de vouloir grouper en une seule classification étiquettes politiques et lignes de forces spirituelles, c'est sans doute abusif. En fait quoiqu'ils se recoupent en plus d'un point (du côté communiste notamment) deux tableaux devraient être dressés, celui d'une répartition politique de la jeunesse française et celui de ses groupements spirituels.

I

Sur la répartition politique, je ne voudrais pas trop insister, elle n'est point de mon domaine; je noterai seulement quelques points avant de hasarder une opinion sur le déclin gaulliste.

Un premier fait est patent: une très large fraction (majoritaire sans aucun doute) de la jeunesse française se désintéresse aujourd'hui de la politique. Doit-on se féliciter que, se réservant pour des tâches plus sérieuses, elle s'abstienne de participer à une mauvaise politique intérieure? Doit-on regretter qu'elle n'apporte pas le poids de sa jeunesse pour

1. Voir notamment: E. Mounier *Introduction à l'étude des existentialismes* (Editions du Suceil).

faire pencher d'un meilleur côté la balance ? Je veux m'en tenir aux faits, la désaffection est flagrante. Mettant à part la jeunesse communiste, nombreuse et bien organisée, sur le plan de politique intérieure la jeunesse française ne sait pas très bien quel combat la réclame. Certes il existe une jeunesse "de gauche" non communiste et chaque jour même elle se grossit de ceux que la réalité stalinienne a déçus, mais elle demeure incertaine dans ses buts comme divisée dans ses affiliations. Sa valeur humaine est certaine tandis qu'elle ne compte guère sur le plan positif. C'est là tout le drame de la gauche française, partagée entre communisme et socialisme, cherchant en vain sa voie entre la tyrannie et l'impuissance.

Le M.R.P., mouvement social catholique avait groupé au lendemain de la libération une jeunesse nombreuse. Depuis lors on sait que le parti a "fondu". Il lui reste son noyau, qu'il ne faut pas négliger et les jeunes y tiennent une place importante. On ne peut toutefois pas dire que le M.R.P. soit un grand pôle d'attraction pour la jeunesse française. L'actuel gouvernement, qui connaît la faveur de l'opinion publique, plus qu'aucun autre depuis la fin de la guerre, s'appuie surtout sur les Indépendants et Paysans de la droite et les radicaux du centre. C'est là une solution raisonnable, voulue par des hommes âgés ou mûrs, mais où la jeunesse militante n'a guère de place.

Le R.P.F. (mouvement gaulliste) a dès son origine connu un très authentique succès parmi les jeunes. On comprend aisément l'attrait sur eux de ce mouvement de prestige national et d'opposition

systématique. Il a vite rassemblé toute une jeunesse ardente et parfaitement décidée. — hélas comme M. de Polignac, elle ne savait au juste à quoi. D'un cahier publié l'an dernier par L'Institut d'Études Politiques de Paris, il ressort d'intéressantes précisions sur la répartition des votes par Départements, selon l'activité économique et l'âge moyen. Les deux partis extrêmes, communiste et gaulliste remportèrent aux élections générales de 1951 leurs plus grands succès dans les circonscriptions les plus jeunes (âge moyen de la population) et économiquement les plus évolués. C'est là un symptôme inquiétant pour notre Gouvernement, axé sur le centre. Cette étude se place cependant avant "l'éclatement" du R.P.F. provoqué par le Ministère Pinay. Les données sont donc changées, d'autant plus que ceux qui ont quitté le Rassemblement (je songe aux militants autant qu'aux parlementaires) semblent plutôt plus jeunes que ceux qui y sont demeurés.

Comment expliquez-vous, me demandait récemment un ami canadien, que la jeunesse française qui dans son ensemble suivit avec enthousiasme le Général de Gaulle aux temps de la Résistance, soit actuellement en grande majorité détachée de lui? Je répondis en citant Valéry: "Le monde ne vaut que par les extrêmes et ne dure que par les moyens". Pendant les années de l'occupation, temps de la honte et temps de la colère, la France humiliée, trahie, se devait à elle-même et devait au monde de retrouver sa valeur dans un grand mouvement national, porté naturellement aux extrêmes. Époque héroïque, donc un peu folle (tant mieux pour elle).

La grande lutte est finie, en attendant une autre.

Il s'agit maintenant de guérir les blessures, de reprendre une vie raisonnable, de durer. C'est le temps des "moyens". Comme les vieux, les jeunes le comprennent et ceux-là même qui de toutes leurs forces et de toute leur âme s'étaient lancés dans un combat extrême, refusent aujourd'hui l'opposition systématique et veulent ne rien négliger des chances qui nous sont offertes, de durer.

Avant de quitter le terrain politique où je crois, être déjà resté trop longtemps, il faut évidemment dire un mot des communistes. Je les connais bien; le temps n'est pas loin où je les ai cotoyés dans nos luttes et nos souffrances. A ceux de nos amis canadiens qui se font un épouvantail du communisme français, il faut répondre, chiffres et faits à l'appui, que son déclin s'accuse, qu'il ne touche et ne touchera jamais qu'une minorité, que les Français croient à l'irréductibilité de la personne humaine et respirent dans un climat de liberté, qu'ils boivent du vin, cultivent des fleurs, clôturent leurs jardins et vivent dans des maisons de pierre, multiples garanties contre la séduction collectiviste. Mais à ceux qui traitent du communisme français comme d'un strict problème politique qu'il faut au plus vite combattre par des moyens politiques, voire militaires, nous répondrons que s'il exerce une telle séduction sur une fraction de la jeunesse française, il convient d'en déceler les causes, d'en saluer la grandeur et de leur opposer quelque chose de spirituellement plus valable que l'adoration de Mammon, nom que l'Égypte pharaonique donnait au dollar.

Je ne peux que signaler le problème au passage,

me gardant bien de l'aborder dans son ensemble. Le communisme français est jeune, c'est bien là sa force et son danger. Les vieux militants, plus ou moins apparentés aux anarchistes chevelus, ont depuis longtemps fait long feu. Le Parti entretient des cadres jeunes, des militants jeunes. Ils proposent à la jeunesse un système cohérent, animé surtout d'une véritable Foi. Qu'ils l'adoptent et ils deviendront fermés à tout raisonnement, à toute expérience. Ils croient en un monde meilleur, qu'on ne vienne pas leur parler de logique ou simplement de faits. Dans la mesure où le communisme propose un idéal, un combat pour une cause, fait appel à l'universel, il est inévitable qu'il rencontre l'audience de jeunes Français. Dans la mesure où sa foi est aveugle, où son combat ignore la raison et se rit du bon sens, il est certain que cette audience demeurera limitée, car les Français en général sont intelligents et sensés.

Si le communisme français est un mouvement politique, sans doute convient-il de s'en défendre par des moyens politiques, mais la défensive à quoi mène-t-elle ? Il faut attaquer pour vaincre. Si des réalités économiques (la misère de bien des prolétaires) lui servent de tremplin, il faut changer cette réalité économique. On comprend cela en Amérique. Ce que l'on y comprend moins c'est que dans la mesure où les lignes de force du communisme français sont d'ordre spirituel, le combat doit être mené sur le plan spirituel. Maxime Gorki disait par la voix d'un de ses héros¹ : "Les hommes sont mauvais

1. Le fils dans *La Mère*.

certes, mais quand j'ai su qu'il y avait une vérité au monde, ils m'ont paru meilleurs". A cette vérité marxiste de Gorki, fausse vérité à quoi tant de jeunes Français sont voués, il faut opposer non plus seulement un dispositif politique ou un appât économique, mais une autre vérité et c'est bien dans ce combat, nouvel épisode du combat éternel de Dieu et de Satan, qu'est engagée l'élite de la jeunesse française.

André MALAVOY.

(à suivre)

Notre politique militaire

Nous allons étudier sommairement l'évolution de la politique militaire canadienne depuis la fin du 19^e siècle. Les plus jeunes vont constater que fort heureusement, nos budgets militaires ne se chiffraient pas toujours par milliards et le peuple ne s'en portait que mieux.

Mon intention est d'énumérer des faits d'une manière objective, sans partisanerie politique. D'ailleurs, je crois que les deux grands partis canadiens sont d'accord sur les grandes lignes de notre politique militaire. Je veux donc étudier des faits et des chiffres sans jeter plus de blâme sur un parti que sur l'autre.

Depuis la conquête anglaise jusqu'en 1899, la tradition canadienne appuyée sur nos lois, a été que le Canada ne devait s'occuper que de la défense de son territoire en Amérique. Au mois d'octobre 1899, sir Wilfrid Laurier déclare que les volontaires sont enrôlés pour servir à la défense du Canada seulement et il laisse entendre que nos lois constitutionnelles ne permettent pas d'envoyer de troupes canadiennes à l'étranger. M. Laurier ajoutait même: "Il ne peut être question d'envoyer des soldats canadiens en Afrique: ce serait une folie criminelle". M. Henri Bourassa a démontré ce point clairement dans un volume très documenté, publié en 1915 et intitulé: *Que devons-nous à l'Angleterre?* A la page 81 de ce volume, nous lisons ceci: "A la conférence impériale de 1902, le War Office soumit un rapport

préparé par l'un de ses meilleurs techniciens, le colonel Altham. Ce colonel Altham reconnaît qu'avant la guerre sud-africaine, il était admis que les responsabilités militaires des grandes colonies autonomes se limitaient à la défense locale et que le fardeau de la protection de tous les pays d'Empire, par des renforts de troupes destinées à repousser les attaques de l'ennemi, devait retomber tout entier sur l'armée régulière britannique. A cette citation, M. Bourassa ajoute: "Le témoignage le plus précieux de l'officier britannique, c'est celui qu'il apporte à la thèse que je fais en ce moment: c'est que jusqu'à l'époque de la guerre d'Afrique, il était admis que les responsabilités militaires des grandes colonies autonomes se limitaient à la défense locale et que le fardeau de la défense générale de l'Empire retombait tout entier sur la grande Bretagne. Avons-nous jamais prétendu autre chose, quand nous avons accusé libéraux et conservateurs, à tour de rôle, de violer l'esprit de la constitution et les traditions établies, lorsqu'ils entraînaient le Canada à participer, sous une forme ou sous une autre, à la défense générale de l'Empire et aux guerres de l'Angleterre, étrangères au Canada." M. Bourassa fait ressortir une vérité trop oubliée aujourd'hui: c'est que les révolutionnaires ou les innovateurs si l'on préfère, sont ceux qui ont engagé le Canada dans les guerres extérieures et non pas ceux qui ont cherché à le maintenir dans les limites de nos intérêts et de nos traditions.

Le député de Labelle avait vu tout de suite où nous conduirait cette dangereuse politique. Dans un discours prononcé devant ses électeurs de Papineau-

ville, le 22 octobre 1899, il disait ceci: "Si aujourd'hui l'on demande 500 soldats au Canada pour aller combattre contre une nation de 300,000 âmes, que sera-ce quand l'Angleterre aura à lutter contre un peuple puissant? La voyez-vous aux prises avec la Russie? Alors l'on fera lever des milliers de Canadiens qu'on arrachera à nos paisibles campagnes et aux douceurs de la vie domestique pour les envoyer dans les steppes glaciales de la Sibérie. Que serait-ce encore si la mère-patrie allait porter la guerre en Allemagne? A ce compte, nos fils devront s'attendre à partir au premier signal pour les quatre coins du globe, sans profit pour eux-mêmes ni pour la patrie qui a tant besoin de leurs bras et de leur intelligence pour prospérer et grandir". C'est tellement bien ce qui nous arrive aujourd'hui qu'on a peine à croire que ces paroles furent prononcées il y a 53 ans. On les retrouve cependant dans *La Patrie* du 23 octobre 1899.

Malheureusement pour nous, en 1899 le gouvernement de sir Wilfrid Laurier a cédé à la pression impérialiste; le Canada a envoyé un contingent combattre les Boers dans le sud de l'Afrique. Peu importe que notre contribution fût assez minime, et que le gouvernement ait pris la peine d'affirmer que cette contribution ne devait pas être considérée comme un précédent. Ainsi que répondit M. Bourassa dans cette circonstance: "Le précédent, M. Le Ministre, c'est le fait accompli."

Ce fut bien un précédent. En cette occasion, notre pays s'est mis les doigts dans un engrenage qui menace de nous broyer tout entier aujourd'hui.

La prédiction de M. Bourassa ne tarda pas beau-

coup à se réaliser. Quinze ans ne s'étaient pas écoulés que nous étions de nouveau happés dans l'engrenage infernal. Vint la guerre de 1914 et cette fois notre contribution a été beaucoup plus considérable. Le Canada a armé un demi-million d'hommes et a jeté plus de quatre milliards de dollars dans le gouffre de la guerre. Comparée à 1899, notre contribution a suivi une progression géométrique.

Dans les années qui suivirent la guerre de 1914, le peuple a commencé à ouvrir les yeux. Il s'est rendu compte que la guerre finie, il fallait payer les pots cassés et que cela coûtait cher en taxes de toutes sortes.

En 1937, quand notre gouvernement commença à réarmer pour une nouvelle guerre, on peut dire que le peuple canadien a eu un sursaut d'indignation: il a protesté violemment. J'ai relaté en détail dans mon volume, *La Puissance Occulte*, les différents débats que le réarmement a soulevés tant à la chambre des Communes qu'en dehors. Au moins à cette époque le peuple savait encore réagir.

Pour apaiser ces clameurs, nos politiciens nous ont promis que ces armements étaient destinés à la défense du Canada seulement et ne devaient pas servir dans des guerres étrangères au Canada. Nous savons, hélas! comment ces promesses furent violées.

La guerre de 1939 est assez récente. Vous avez encore tous les faits dans l'esprit, il est inutile d'y revenir. De 1940 à 1946 la guerre nous a coûté \$18,942,670,000.

Les chiffres de nos budgets militaires nous illustrent bien le chemin parcouru. En 1900 la somme à voter pour la défense était de \$1,618,381. Cette

somme est multipliée environ 1310 fois dans le budget de 1952. En 1914, avant la guerre, ce même budget était de \$11,151,398. Le budget de défense de cette année représente 210 fois cette somme.

En 1867, l'année de la confédération, la dette nationale était de \$93 millions de dollars et était due, pour la plus grande part à la dette qu'avait apportée la province d'Ontario en entrant dans la confédération. En 1900 notre dette était de 346 millions de dollars. En 1914, avant la guerre elle était de 544 millions.

Présentement, la dette fédérale se chiffre à plus de 11 milliards de dollars. Les intérêts annuels sur cette dette sont de 440 millions de dollars. C'est dire que chaque jour de l'année, nous payons \$1,205,479. d'intérêts sur la seule dette fédérale.

Depuis un certain temps, on nous parle beaucoup de rideau de fer. Est-ce que, par hasard, nous n'aurions pas ici même au Canada, un épais rideau de propagande qui nous cache la réalité? Toutefois, il est une réalité dont chacun de nous peut se rendre compte facilement: nous sommes accablés de taxes. Comme il y a déjà plusieurs années que ça dure nous payons, en maugréant un peu, mais en somme, sans trop rouspéter. Pardonnez-moi l'expression, nous sommes bien domptés. Vous souvenez-vous du temps où les voitures de pompiers étaient traînées par des chevaux? Comme ces nobles auxiliaires de l'homme étaient bien dressés. Au son de la cloche, ils prenaient leurs places respectives avec une précision et une habileté remarquables. Depuis 1939 nos gouvernants d'Ottawa nous ont bien dressés, eux aussi. Nous besognons à cœur de jour et à cœur

d'année pour exploiter un commerce ou une industrie. Nous sommes tellement occupés que nous n'avons pas même le temps de nous demander où va le fruit de notre travail. Nous constatons seulement qu'il nous en reste bien peu au bout de l'année. Si par hasard il nous en reste un peu, nous sommes obligés d'imaginer quelques petites fraudes pour empêcher le fisc de nous l'enlever.

Nous sommes pressurés comme le citron dont on veut extraire la dernière goutte de jus. Nous payons des taxes directes et indirectes, visibles et invisibles. Je vous le demande, un tel état de choses est-il normal dans un pays aussi jeune et aussi riche que le Canada ?

Pendant que nous payons de la sorte, la province se plaint qu'elle n'a pas les moyens de verser des octrois aux universités; la ville se plaint qu'elle ne peut boucler son budget. Mais quel est donc le gouffre qui engloutit toutes ces taxes ? Il suffit d'examiner un peu le dernier budget d'Ottawa pour avoir la réponse. Ce budget est de 4 milliards $\frac{1}{2}$ de dollars. D'abord, que représente au juste un milliard de piastres ? Un journal établissait qu'en 1945 l'actif total du chemin de fer Pacifique Canadien représentait 450 millions de dollars. Ce qui comprenait voie ferrée, wagons gares, hôtels, tout, tout. L'actif total du Pacifique Canadien, de Halifax à Vancouver, c'est tout de même quelque chose. Eh bien deux fois l'actif total de ce chemin de fer ne représente que neuf cent millions. Il manque encore cent millions pour faire un milliard. Et à quoi ces sommes énormes sont-elles employées ? Notre budget militaire à lui seul représente le double de cette

somme astronomique, mais ce n'est pas tout. Une bonne partie de l'autre moitié couvre encore des dépenses qui résultent directement de nos folles équipées militaires. Ainsi, dans cette autre moitié du budget, il faut compter 440 millions de dollars d'intérêt sur nos dettes de guerre et plus de 200 millions de dépenses pour le ministère des anciens combattants. C'est dire que, en chiffres ronds, les deux tiers de cet énorme budget sont absorbés par des dépenses causées par notre participation à des guerres étrangères au Canada. Même en y ajoutant plusieurs centaines de millions d'assurances sociales, l'administration civile ne requiert qu'un seul dollar sur trois de notre budget, les deux autres dollars vont à des dépenses de guerre. En conclusion les impôts qui nous pèsent si lourdement sur les épaules pourraient être diminués des deux tiers, si nous avions suivi la vieille tradition canadienne, si nous nous étions mêlés de nos affaires.

Mais enfin l'avenir nous annonce-t-il des jours meilleurs sous ce rapport ? Le Canada est en train d'exécuter un programme de réarmement de 5 milliards de dollars, en trois ans. Et ce programme ne lui vaudra qu'une petite armée, une petite marine, et une modeste aviation, mais il nous fabriquera très probablement quelques millionnaires de plus et un fardeau de taxes de plus en plus lourd.

Le grand argentier du Canada désigne notre budget militaire sous le titre de budget de la défense nationale. Camouflage, pour ne pas dire mensonge. A qui va-t-on faire croire que les soldats canadiens qui sont en Corée combattent pour la défense du Canada ? Je vous le demande ?

Dans une conférence à l'Institut Canadien, l'historien Daniel Rops nous a rappelé l'invasion de l'Europe par les barbares. Nous assistons aujourd'hui à l'invasion de l'Asie par les barbares, venant, en grande partie, hélas! d'Amérique. D'après M. Léon Balcer, député des Trois-Rivières, le Canada fournit 30% des soldats des Nations-Unies présentement en Corée. Ce n'est guère honorable pour nous.

Je tiens à vous dire tout de suite que je ne crois pas un mot de la propagande qui prétend que les Nations-Unies ou les Américains font une guerre microbienne en Corée. La réalité est assez triste sans y ajouter le mensonge. On a dit, avec raison, que la première victime de la guerre, c'est toujours la vérité. Cette pauvre vérité, elle se fait massacrer dans les deux camps. D'abord notre intervention en Corée est basée sur un mensonge absolu. Nous sommes supposés combattre l'agression en Corée. Or, les premiers coupables d'agression en Corée, il est bien triste de le dire, ce sont les Américains.

C'est facile à comprendre: il n'y a qu'un seul pays qui s'appelle la Corée, il n'y en a pas deux. Ce pays a été séparé en deux, arbitrairement, par les Russes et les Américains. En 1950 les Coréens ont voulu unifier leur pays. Ils n'ont jamais attaqué ni envahi aucun autre pays. C'est pourquoi je dis que notre intervention est basée sur le mensonge.

D'après des correspondants américains, les troupes des Nations-Unies ont mitraillé des civils coréens et brûlé des villages sous de simples soupçons. C'est une honte de voir notre pays prendre part à ces massacres. Et ce n'est pas encore le plus grave.

Comment ne pas voir une relation de cause à effet entre l'envahissement de la Corée par les Blancs et la persécution exercée contre les missionnaires blancs par les Chinois qui nous font la guerre? Ce sont nos missionnaires, nos religieuses de l'Immaculée-Conception et les autres missionnaires qui expient pour les massacres que font nos armées. Les communistes chinois voient dans ces missionnaires des nationaux des pays qui les combattent en Corée et ils sont portés à exercer leur vengeance sur ces bienfaiteurs sans défense. Nos missionnaires sont des agents de civilisation et de paix et les armées en Corée sont des agents de barbarie.

Quand le Christ a voulu conquérir le monde, Lui, tout-puissant n'a pas eu recours aux armées, et ce ne sont pas les armées qui vont civiliser et sauver l'Asie et le monde.

Cette guerre de Corée a déjà coûté plus de cent millions de dollars au Canada, et elle n'est pas finie. Nous payons pour détruire, et on nous dit déjà qu'il nous faudra payer pour reconstruire. Voilà où s'engouffrent bêtement nos millions. C'est là qu'il faut faire des coupures dans les dépenses et pratiquer l'économie.

Les interminables pourparlers de paix nous démontrent bien qu'il aurait été infiniment plus simple de ne pas commencer le massacre que d'essayer de le faire cesser maintenant. L'éminent journaliste Lorenzo Paré, qui a visité la Corée cette année, se demandait ce que le Canada attend pour rappeler ses troupes de Corée.

Hélas! nos folles équipées militaires ne se bornent pas à la Corée, il y a encore notre brigade en Alle-

magne. A ce sujet il me fait plaisir de vous citer une voix plus autorisée que la mienne. Voici ce que disait, à la chambre des Communes, M. Balcer, député des Trois-Rivières, le 4 avril dernier. Je le cite: "Ainsi, une bonne partie de cette somme de deux milliards est destinée à la 27e brigade, soit les troupes canadiennes que le pays entretient en Europe, plus précisément en Allemagne de l'Ouest. Je dois dire immédiatement que le statut des 7000 Canadiens qui composent ces troupes semble quelque peu étrange. Je crois que la Chambre est en droit de recevoir des explications du ministre à ce sujet. Nos militaires eux-mêmes ignorent quelles fins ils servent là-bas. Je ne dis pas qu'ils se plaignent, mais ils se demandent quel est leur statut. On leur dit, de même qu'à la population du Canada, qu'ils sont en Allemagne pour assurer la défense des populations occidentales mais il est étrange que le Canada soit actuellement le seul État membre de l'organisation du Traité de l'Atlantique Nord à entretenir, à ses propres frais, des troupes en dehors de son propre territoire.. "M. Balcer continue: "Bien entendu, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont des troupes en Allemagne, mais c'est la république de l'Allemagne de l'Ouest qui en fait les frais. A titre de troupes d'occupation, leur entretien est à la charge de la population de l'Allemagne..."

"A mon avis, il est injuste que notre pays ait à acquitter le coût d'entretien de nos troupes en Allemagne tandis que trois de nos alliés plus puissants font acquitter ce coût par l'Allemagne... Non seulement devons-nous payer le coût d'entretien de nos troupes en Allemagne, mais il nous faut acheter tous

nos aliments et approvisionnements ordinaires de l'armée anglaise d'occupation laquelle, apparemment, les obtient gratuitement de la République allemande, à tel point que les Allemands se demandent si, au lieu d'envoyer une brigade pour défendre l'Ouest, le Canada n'a pas envoyé 7000 autres soldats d'occupation devant être nourris à même l'économie de l'Allemagne occidentale déjà fortement grevée...

“La situation s'aggrave du fait que ces troupes sont à quelques milles seulement de l'Allemagne occupée par les Russes et que cette brigade d'infanterie serait la première à venir en contact avec l'armée soviétique si la Russie attaquait. Si le ministre de la Défense nationale (M. Claxton) veut envoyer des troupes en Europe, qu'il n'y envoie pas de fantassins, puisqu'il y a là-bas des millions d'hommes, et surtout qu'il ne les place pas au front ou à l'endroit le plus exposé.”

En gardant nos brigades de militaires chez nous, nous pourrions encore économiser quelques centaines de millions de dollars sur notre budget militaire.

Vous avez entendu répéter à satiété que pendant les guerres de 1914 et de 1939, nous nous sommes battus pour la liberté et la démocratie. Après avoir sacrifié 102,653 hommes tués, sans compter les invalides, ces hommes, la crème de notre jeunesse, immolés sur les champs de batailles du monde; après avoir porté notre dette nationale de 544 millions qu'elle était en 1914, à plus de 11 milliards de dollars, après que nous nous sommes taxés jusqu'au point de saturation, dans tous les

domaines possibles, nous avons bien le droit de nous le demander, je suppose: Sommes-nous vraiment plus libres qu'avant 1914? A la suite de ces guerres, est-ce que l'État ne vient pas mettre son nez dans toutes nos affaires personnelles? Peut-on vraiment appeler cela jouir de plus de liberté?

Démocratie veut dire gouvernement par le peuple. Lequel parmi nous a été consulté et a donné son consentement à l'expédition de troupes en Corée et en Allemagne, par exemple? A la suite de ces guerres avons-nous gagné ou perdu en liberté et en démocratie? Je laisse à chacun de vous le soin de répondre dans son for intérieur.

En fin de compte c'est le petit peuple qui paye pour nos aventures belliqueuses, c'est lui qui voit ses enfants immolés sur les champs de bataille, il est à craindre qu'il finisse par se lasser de ce régime.

A ce sujet nous laissons s'établir chez nous un état de choses dangereux, en laissant s'accréditer l'idée que les communistes ou leur sympathisants sont les seuls à s'opposer à la guerre. Quand le peuple sera las de nos aventures guerrières, il sera fort exposé à se jeter dans les bras des communistes, parce qu'ils sont les seuls à proclamer bien haut qu'ils veulent la paix. En réalité, c'est la grande majorité des citoyens qui veulent la paix mais ils ne le font guère voir. Pendant que nous allons combattre le communisme aux antipodes, nous le laissons s'implanter chez nous.

Dans le meilleur intérêt du Canada, il est grand temps que tous les bons citoyens qui désirent la paix, qui veulent que notre pays fasse preuve de maturité et règle ses activités militaires d'après les

seuls intérêts du Canada, il est grand temps que tous ces citoyens s'organisent pour faire entendre leur opinion. Il y a lieu de rappeler ici le conseil que Mgr Courchesne donnait aux cultivateurs, il y a quelques années: "Mêlez-vous de vos affaires, mais mêlez-vous en."

Stanislas VACHON.

Le rendez-vous des illusions

(En marge du Troisième Congrès
de la Langue Française).

Note: Nous souhaitons que l'on ne se méprenne pas sur l'esprit dans lequel cet article a été écrit. Le mérite reste entier, il va de soi, aux organisateurs pour le succès matériel ou si l'on préfère la "réussite technique" qu'a constitué le Congrès. Celui-ci a également été l'occasion d'une saine réflexion nationale pour un grand nombre. Mais précisément les moyens mis en œuvre et l'argent dépensé auraient pu s'avérer tellement plus fructueux si le troisième Congrès avait été vraiment "les États Généraux de la nation française en Amérique". Pourquoi n'en a-t-il pas été ainsi: c'est là ce que nous avons tenté d'éclairer dans l'article ci-après.

J.M.L.

S'adressant à l'Assemblée Nationale française, au début de l'année 1871, lors d'un débat devenu concours d'éloquence plutôt qu'examen du réel, le vicomte de Meaux déclarait: "Il nous faut refaire à ce pays, dans un laborieux silence, des forces et non des illusions". Quiconque a suivi avec attention les délibérations du Troisième Congrès de la langue française, aura déploré qu'elles ne se soient pas déroulées à l'enseigne de cet avertissement. On aurait alors évité l'immense et tragique imposture — in-

consciente, nous le voulons bien — par quoi se sont soldées ces assises bruyamment célébrées.

Quelqu'un a qualifié celles-ci "d'États Généraux" de la nation canadienne-française: la désignation tenait plus d'un vœu que d'une constatation. Pour prétendre à ce titre, il manquait au Troisième Congrès deux caractères essentiels: la participation du "Tiers État", la conscience des problèmes vitaux de la nation.

Le lendemain de notre arrivée à Québec, nous étions à dîner dans un restaurant. A un habitué de la maison qui s'enquérât auprès d'une serveuse de la raison de l'affluence, ce jour-là, celle-ci répondit: "Oh! Il y a une "convention"... — "Laquelle?" répliqua l'autre — "Je ne sais pas: il y en a tellement depuis quelques semaines..." Banal incident, assurément, mais qui, réédité à des centaines d'exemplaires, illustre à quel point le peuple même de Québec ignorait la nature et la signification du Troisième Congrès. A la cérémonie d'ouverture officielle, le 18 juin, le Petit Colisée qui peut contenir de cinq à six mille personnes, était aux deux tiers désert. Lors des nombreuses manifestations qui eurent lieu dans la ville, tout au cours de la semaine, peu de monde, à part les congressistes et, le plus souvent, de simples curieux.

Publicité insuffisante et mal orientée, dira-t-on. Nous croyons qu'il y a malheureusement davantage et plus grave. Le peuple ne se sentait pas chez lui à ce Congrès où la place lui avait été maigrement mesurée, dans ces États Généraux qui ignoraient à toutes fins pratiques le Tiers État. On ne manquera pas de se récrier, de nous produire la liste

des congressistes afin de nous prouver par "a plus b" la présence "d'hommes de toutes les classes et de tous les milieux". Ce n'est pas là une réfutation : qu'il y eût au congrès des ouvriers, des agriculteurs, des artisans (y en avait-il d'ailleurs tellement) ne change rien à l'affaire. Ce qu'il faut dénoncer, c'est l'absence des masses comme telles, l'absence notamment de la classe ouvrière et du travail organisé. Elle aurait dû, cette classe, chez nous base de la nation plus que partout ailleurs, être représentée par ses dirigeants véritables, par les chefs des centrales syndicales; elle aurait dû occuper une place d'honneur et pouvoir faire entendre pleinement sa voix. Cela déjà eût été nécessaire, le Congrès se fût-il cantonné dans le strict problème linguistique; à combien plus forte raison cela s'imposait-il dans des assises qui voulaient dégager un bilan des forces vives de la nation.

On ne fait pas des "États Généraux" en ignorant le plus important et le plus sain de ceux-ci. On ne se borne pas à inviter les dirigeants des Confédérations syndicales par une lettre circulaire au même titre que le président des Cercles Lacordaire ou celui des Anciens des frères des Écoles chrétiennes. Ou alors, on accepte délibérément de tenir à l'écart d'importantes assises nationales la classe où se retrouve la majorité de la nation.

Nous ne savons pas par qui ni comment fut préparé le programme de travail du Congrès: nous doutons fort, cependant, qu'on ait consulté les dirigeants des syndicats, des mouvements ouvriers catholiques, des grandes associations populaires tant rurales qu'urbaines. Qui avons-nous retrouvé à ce

Congrès? D'excellents, de remarquables artisans du fait français, certes, de rudes et admirables lutteurs venus de l'Ouest, de l'Ontario, des Maritimes et de la Franco-Américanie; mais, à côté d'eux, une foule de curieux, de mondains et de parasites, de semi-intellectuels et de professionnels du nationalisme, de bourgeois bien nourris et satisfaits venus — une fois de plus — célébrer le miracle français en terre américaine. Quelle accumulation de clichés et quelle impudeur dans l'éloge de soi-même! Quel envoûtement dans le passé et qu'elle inaptitude (en général) à analyser le présent! Enfin, si l'un des Trois États était à toutes fins pratiques absent, un autre occupait une place qu'il n'est pas défendu de considérer comme disproportionnée à son importance réelle.

Convenons-en: le Congrès n'a soulevé dans les masses ni émotion, ni intérêt. Et nous voyons mal qu'on ose le leur reprocher. Elles n'y avaient pas été vraiment invitées: tout cela se passait — nous allions écrire "se tramait" — en dehors d'elles. Si loin d'elles et de leurs problèmes quotidiens. Car l'absence de réalisme qui avait conduit à ignorer le peuple devait se traduire aussi dans les délibérations mêmes du Congrès.

Rarement démonstration plus éclatante aura-t-elle été faite de ce mortel idéalisme où trop de "nationalistes" ont compromis la nation elle-même. Il y eut certes quelques sursauts de lucidité: la déclaration du père Thomas Landry sur la vie française en Franco-Américanie, les commentaires suscités par l'intervention de Pierre Daviault sur "le français, langue morte au Canada". Douleuruse vérité des

remarques de Victor Barbeau: "La désaffection de la langue date de la désaffection de l'esprit. Ce n'est pas tant faute d'écoles que faute de foi que le ressort s'est brisé et les cœurs plus que les cerveaux sont ramollis. Avant d'être une connaissance, une science, le langage est un instinct, une musique intérieure. Nous ne parlerons pas français autrement qu'en qualité d'étrangers, si notre intelligence, notre sensibilité ne sont point curieuses et nourries de culture française. La vitalité d'une langue est fonction de la vitalité intellectuelle et morale de ceux qui la parlent. C'est leur vivacité, leur allant, leur puissance de création qui l'empêcheront de se figer, de se décolorer, qui la garderont toujours jeune..."

Pour une fois, on approchait le véritable problème, des paroles étaient prononcées qui eussent dû tracer au Congrès les avenues conduisant à la véritable tâche. La même absence de réalisme qui avait amené à ignorer les masses populaires devait masquer les véritables problèmes. Dieu sait pourtant qu'ils sont aigus et faciles à déceler puisqu'un observateur étranger, quelque peu attentif, ne met pas des années à les reconnaître. Pareil Congrès aurait dû être pour des hommes lucides et courageux l'occasion d'un véritable examen de conscience nationale. Le bilan eût été assez sombre, certes, mais du moins cette plongée dans le réel se serait avérée tonifiante et le sursaut eût pu être salutaire. On s'est borné à faire, de ce qui aurait dû constituer un temps de franc et sévère examen, un nouveau rendez-vous des illusions. Ressassant les vieux clichés, brûlant les mêmes encens vieilliss devant les mêmes idoles

défraichies, traînant les mêmes formules creuses qui dévaluent l'idéal qu'elles voudraient exalter, le Troisième Congrès a été une immense déception.

En aurait-il pu aller autrement, tant le point de départ était faux? "Nous, nation catholique et française...", avait-on, une fois de plus, posé à prime abord. Un tel a priorisme dans la conception ne pouvait aboutir qu'à des conclusions et des mots d'ordre singulièrement vains, inefficaces et inadaptés dans l'ordre de l'action. "Qui sommes-nous?", voilà ce qu'il aurait fallu d'abord se demander, "que sommes-nous devenus?" Une véritable enquête sociologique eût du précéder le Congrès pour conférer à ses travaux quelque valeur scientifique, à ses conclusions quelque valeur pratique, à ses mots d'ordre quelque sérieux. Analyse de nos institutions et de nos structures, étude de la transformation de la famille, de la paroisse, analyse du milieu ambiant et de ses répercussions sur ce que nous voulons bien appeler notre culture, surtout examen des problèmes angoissants que pose la distance chaque jour accentuée entre des prétentions françaises et catholiques et une vie qui l'est de moins en moins. Mise en lumière de nos problèmes vitaux: le social, le spirituel, le culturel. Dans quelle mesure, le peuple est-il resté vraiment français, vraiment chrétien?

Quelles sont les mesures à adopter, les gestes à poser si nous ne voulons pas que cette double qualité soit chez lui et de plus en plus une superficielle survivance, une défroque que seul un vague respect empêche de jeter aux orties, mais la traduction loyale d'un mode fécond de penser, d'un mode fervent de vivre? C'est un type particulier de civilisation

française adapté aux conditions d'existence nord-américaines à quoi une culture vraiment vivante devrait donner le jour: convenons que les signes en sont encore assez peu perceptibles.

L'immense problème de la place des masses ouvrières dans la nation, ceux de l'éducation populaire, de la revivification de notre système d'enseignement, des relations entre clercs et laïcs, ... combien d'autres questions vitales sollicitaient l'examen des congressistes. Au lieu de cela, le Congrès a consacré une large part de son temps à des "séances officielles" où l'on se félicitait mutuellement du courage des ancêtres, à des cérémonies d'hommages à une foule de braves gens (qui certes, les méritent mais les problèmes de l'heure ne sont-ils pas terriblement plus pressants?), à des "dévoilements de plaques, des réceptions, des dîners...

Une heureuse décision a consisté dans la transformation de l'appellation de: Comité de la Survivance française en Amérique, en celui de "Conseil central de la vie française en Amérique". Mais pareille modification ne servira de rien si ce Conseil ne devient pas très bientôt l'expression authentique de la nation, c'est-à-dire 1o) qu'il renferme des représentants des diverses classes et, au premier chef, de la classe ouvrière, la plus importante de la nation numériquement et psychologiquement; 2o) qu'il s'attaque résolument aux problèmes vitaux et qu'il propose des actions à la mesure du danger, sans se laisser arrêter par les inquiétudes soulevées chez les gens en place.

Les raisons de craindre sont innombrables pour qui veut bien ne pas se leurrer sur l'état présent de la

nation mais fortes encore les raisons d'espérer. A la condition, cependant, d'agir sans tarder. Oui, il faut refaire à cette nation, dans un LABORIEUX SILENCE, des FORCES et non des ILLUSIONS.

Jean-Marc LÉGER.

Le Mois :

Voix de l'Ouest

par

DOMINIQUE BEAUDIN

Son Excellence Mgr Maurice Baudoux, maintenant archevêque de Saint-Boniface, trouvait le temps en août dernier de porter la parole dans une paroisse rurale du Québec. Il était l'hôte de l'U.C.C. à un congrès qui se tenait au Lac St-Jean. Dans l'église de St-Cœur-de-Marie, momentanément transformée en salle publique, il prononçait une conférence sur la situation de nos compatriotes des Prairies. Écouté et applaudi par un millier d'auditeurs ruraux, il a exprimé sa foi en la survivance des minorités françaises de l'Ouest et il a invité la province-mère à leur fournir des renforts. Cet appel a été bien reçu par les dirigeants agricoles du Saguenay et ne restera pas sans réponse.

L'Action Nationale croit fort à propos d'en prolonger l'écho. Elle désire depuis longtemps faire mieux connaître au Québec les luttes et les besoins des minorités extérieures. Dans la mesure de ses moyens, elle souhaiterait leur venir en aide. Elle se rend parfaitement compte que l'incompréhension qui existe parfois entre nos compatriotes éloignés et nous-mêmes résulte principalement d'une absence

de relations et de contact. D'autre part, nous avons toujours admis que la conquête et la garde du sol étaient la principale ligne de force du peuple canadien-français. Les quelques familles rurales qui, partant de chez nous, iraient renforcer les groupes minoritaires de l'Ouest seraient en même temps un trait d'union entre eux et nous. Leur seule présence combattrait un silence et un oubli qui sont néfastes.

Son Excellence Mgr Baudoux est dans la pleine force de l'âge. Jeune, il a vécu en Saskatchewan. Il a étudié au collège de St-Boniface. Séminariste, il a passé quelques années à Québec. Prêtre, il a exercé son ministère en Saskatchewan. Curé de Prud'homme, il a été l'un des artisans principaux de cette incroyable réussite qu'est la radio-ouest française. Il a été le premier évêque du diocèse de St-Paul en Alberta. C'est de là qu'il est parti pour aller occuper le siège historique de St-Boniface, et il est digne de ses illustres prédécesseurs. Il représente donc fort bien les minorités françaises des trois provinces des Prairies. Affable, grand physiquement et moralement, il est pour elles un délégué éminent.

La situation générale de nos compatriotes dans les Prairies est, à tout le moins, sommairement connue des lecteurs de l'*Action Nationale*. Son Excellence Mgr Baudoux en a dressé un tableau très net aux couleurs optimistes. Il n'a pas dissimulé les ombres, mais on pouvait penser en même temps que le paysage québécois n'en manque pas non plus. Les Canadiens français, là-bas, ont conduit pour leur survivance une lutte vaillante et qui se prolonge. Quand on envisage le chemin parcouru, quand on constate qu'en dépit de leur faiblesse numérique

ils ont su édifier les œuvres essentielles, on doit croire que leur résistance triomphera. Mais depuis toujours, ils attendent des renforts du Québec, des familles qui iront s'établir sur les terres en surabondance. Il n'y a pas si longtemps, a dit Mgr l'archevêque de St-Boniface, qu'on risquait de passer pour fou en réclamant l'établissement de postes de radio français au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta; mais cette chimère d'hier est aujourd'hui une bienfaisante réalité; le rêve d'obtenir pour les régions françaises de l'Ouest quelques familles québécoises par année est tout autant possible et persistera jusqu'à sa réalisation.

La distance a créé de curieux modes d'expression. On entend dire parfois que s'en aller dans l'Ouest, c'est s'exiler. Dans les plaines, quand on parle de l'Est, on peut trouver des phrases correspondantes. Mais l'Est et l'Ouest ne forment qu'un seul Canada et, partout, c'est la patrie canadienne-française aussi bien qu'anglo-canadienne. Un Québécois qui va vers l'Ouest ne sort donc pas de son pays et il y trouve des compatriotes prêts à l'accueillir. Ainsi, avec d'autres mots, s'exprime au début de sa conférence Mgr Baudoux.

Sans doute, dans les plaines du blé, les Canadiens français sont peu nombreux: un peu plus de 50,000 par province. Ce n'est que 6 pour cent de la population totale. Cependant, parce qu'ils sont unis et encadrés en leurs paroisses et leurs associations, ils exercent une influence qui dépasse considérablement leur nombre. D'après les statistiques de 1941, ils sont ruraux dans la proportion de 70 à 80 pour cent. Ils possèdent des collègues classiques, des

couvents, des journaux, des postes de radio, de grandes associations d'éducation, des caisses populaires, d'autres coopératives, etc. Ils habitent pour la plupart des paroisses et des diocèses dirigés par un clergé de leur race. Ils ont des écoles où, à force de patience insinuante, le français est enseigné de façon parfois satisfaisante. La situation n'est pas parfaite, déclare Mgr l'archevêque de St-Boniface, mais nos gens sont dotés des organismes essentiels à leur épanouissement et, quand nous regardons le chemin parcouru, nous ne sommes pas sans raisons d'espérer. Nous sommes dans l'Ouest depuis un demi-siècle et nous sommes restés. Nous avons subi des pertes, mais nous tenons toujours. Les minorités françaises vont jusqu'au sacrifice pour durer et elles l'ont prouvé en souscrivant plus d'un demi-million de dollars pour établir des postes de radio. C'est leur volonté de vivre qui s'exprime de la sorte.

Mais si l'avenir est raisonnablement assuré, le nombre a toujours son importance. C'est pourquoi, continue Mgr Baudoux, nous avons besoin de renforts et nous avons toujours été persuadés que nous pourrions les obtenir de la province de Québec. Il s'est commis des erreurs dans le passé, volontaires ou non. Tandis qu'on s'opposait en certains milieux québécois aux migrations vers l'Ouest, les Canadiens français s'expatriaient en Nouvelle-Angleterre. Or, les minorités des Prairies n'ont-elles pas mieux résisté à l'anglicisation que les Franco-Américains? Il ne faut pas empêcher la vie de s'épanouir et il y a excédent de population dans le Québec rural. Pourquoi ne pas diriger des familles nombreuses

vers les régions françaises de l'Ouest? Certes, il reste des espaces libres dans l'Abitibi québécois et dans l'Ontario-Nord. Mais la situation est plus urgente dans l'Ouest, car les terres qui y sont libres ou accessibles présentement passeront en d'autres mains. Il est possible encore de consolider dans tout l'Ouest les régions déjà françaises et l'expérience a montré que, lorsque les nôtres s'établissent quelque part, ils n'en sont plus délogés. A son auditoire québécois, Mgr Baudoux redit avec insistance: donnez-nous vos surplus de population, une infusion de sang nouveau nous ferait du bien. Ce plaidoyer pour l'Ouest s'accompagne aussi d'un plaidoyer pour la terre, car le prélat conclut: "Une famille installée en bonne terre, c'est une paroisse complète dans 100 ans".

Mgr l'archevêque de Saint-Boniface est optimiste et affirme. Avec lui, il n'y a pas de bataille perdue. Il n'en reste pas moins très objectif. Il ne se constitue pas le défenseur d'une utopie, mais il propose un projet qui peut être réalisé. Déjà des familles et de précieux auxiliaires sont partis pour le diocèse de St-Paul et pour la Rivière-la-Paix. C'est très peu sans doute, mais c'est quand même un important point de départ. Le Québec aide l'Ouest à peu près comme la France de Louis XIV colonisait le Canada d'autrefois. Le plaidoyer de S.E. Mgr Baudoux pour la solidarité nationale et pour la garde du sol est donc fort opportun. Il trouve dans *L'Action Nationale* une place tout indiquée. Le Saguenay agricole, par ses chefs, l'a déjà entendu et tâchera d'y donner suite. Mais ce discours ne s'adresse-t-il pas à toute la province?

Les minorités françaises des provinces anglo-canadiennes sont en butte à des difficultés qui nous sont inconnues. Elles sont entourées par une population de langue différente et le milieu où elles vivent insinue que l'uniformité doit prévaloir. Cependant, elles résistent. Leur patriotisme secoue l'apathie québécoise. Elles subissent des pertes, mais c'est parce qu'elles sont nos avant-gardes et qu'elles tiennent la première ligne de combat. S'aidant les premières, elles méritent d'être aidées. Supportant le gros de la bataille, elles ont droit aux renforts que demande S.E. Mgr Baudoux. L'Ouest qui parle français demande des volontaires une fois de plus. Le Québec n'entendra-t-il pas ?



Bombardements avec ou sans avis ?

par

F.-A. ANGERS

Les Américains — et c'est tout à leur honneur — n'ont pas la conscience tranquille. Depuis que l'Allemagne a cessé d'avoir le dessus dans la guerre de 1939, que les armes anglo-américaines ont pu prendre l'avantage, ils n'ont plus parlé de la barbarie des bombardements massifs, au napalm et autres substances de même puissance destructrice; ils n'en ont plus soufflé mot pour la bonne raison

qu'ils se sont mis à les pratiquer sur une échelle encore plus extensive. Non pas cependant sans éprouver le besoin de se justifier; c'est l'Allemagne qui avait commencé et il fallait se défendre contre elle, lui faire sentir par des représailles l'horreur des méthodes qu'elle pratiquait. La justification n'est pas à tout épreuve, mais passons! C'est là l'histoire du passé et nous en avons plein les bras de nous occuper du présent.

En 1945, ce fut la bombe atomique. Ici, les adversaires n'avaient pas commencé; les Américains donnaient le signal. Selon leurs propres standards des années précédentes, ceux en tous cas qu'ils avaient appliqués à l'Allemagne, c'est-à-dire le principe qu'une nation civilisée doit savoir même en guerre se contrôler suffisamment pour ne pas utiliser la première une arme aveugle qui atteint les civils, vieillards, femmes et enfants surtout — selon ces standards dis-je, ils devenaient indiscutablement les "barbares", confirmant en cela l'opinion que les Orientaux entretiennent de nous depuis autour d'un siècle au moins. Au tribunal de la civilisation, les motifs invoqués pour couvrir la décision prise ne pèseront pas lourd; mais enfin, nous étions au bout d'une longue guerre qui était en train d'épuiser tout le monde et comme le principal adversaire était déjà abattu, tout le monde avait hâte d'en finir... Ainsi, on peut tout de même comprendre, excuser, sinon approuver.

Mais en 1952, les pas que nous faisons dans la voie de la barbarie se font définitifs et sans excuse valable. Il y a une guerre en cours, c'est vrai. C'est cependant une petite guerre, une guerre d'usure où

des adversaires estiment qu'il vaut la peine pour de pures raisons de prestige, de faire tuer chaque jour, dans des escarmouches, des dizaines d'hommes qui ne cherchent sérieusement, ni d'une part ni de l'autre, à vraiment gagner des objectifs militaires en vue d'une victoire éventuelle. Bien au contraire, il est admis que la victoire totale est impossible pour une partie comme pour l'autre, qu'il serait donc criminel de risquer d'accroître encore l'importance des pertes dans des tentatives plus ambitieuses. La guerre d'usure n'est que la rançon (que le lecteur croie bien d'ailleurs que je ne l'écris pas de gaieté de cœur et avec conviction, mais seulement parce que ce n'est pas mon sujet de discuter aujourd'hui ces habitudes traditionnelles du monde militaire!) la rançon, dis-je, d'un effort de trêve qui se prolonge. Et c'est dans cette perspective que l'état-major américain commence l'exécution d'un plan pour anéantir par le bombardement au napalm toutes les villes nord-coréennes.

Aucune raison sérieuse ne peut rendre la chose admissible. La guerre qui se poursuit là ne met nullement le monde en danger; et serait-elle gagnée par ce procédé que rien ne serait changé à la situation générale qui n'est pas liée à cette guerre de Corée, puisque c'est à l'inverse celle-ci qui constitue un abcès de fixation de la crise générale. De plus, personne ne peut soutenir, comme à Hiroshima, que le massacre de 150,000 personnes — en terminant la guerre vite, par un coup droit et limité — aura pu sauver un bien plus grand nombre de vies de toutes sortes, susceptibles de périr dans la continuation "à finir" d'une puissante entreprise guerrière.

Avec un mépris de coloniaux, les Américains mettent au contraire dans la balance des milliers, des dizaines de milliers de vies nord-coréennes, de vies innocentes, dans l'espoir disons de tarir une fuite de quelques centaines de vies américaines, de vies de soldats dont c'est le métier de prendre chaque jour le risque de leur vie. C'est un crime de première grandeur, que la jurisprudence même du tribunal de Nuremberg rendrait passible de la peine capitale.

Au moins, je le disais au début, reste-t-il aux Américains, sur les chefs nazis, la supériorité de ne pas le faire complètement de sang-froid. Certes les journaux américains reproduisent-ils avec quelques sarcasmes certaines nouvelles que publient les journaux communistes de l'Ouest ou communistes de l'Est, des reportages comme celui-ci par exemple sur le bombardement de Pyongyang, le 11 juillet :

“Madame Cho Pyong An a 25 ans. Elle a la figure, le cou et la poitrine brûlés au napalm. Sa narine gauche est carbonisée à rien. Son enfant a été blessé.

“Le napalm a brûlé toute la figure de Madame Han Byong Ok. Elle était là toute entourée de bandages, folle d'anxiété au sujet de son mari et de ses enfants, donnant le sein à son bébé qui ne connaîtra jamais du visage de sa mère qu'une immense cicatrice.”

On pourra dire que c'est dramatisé... mais si c'est vrai? Et puis les journalistes américains ne dramatisent jamais! A tout événement, autour de ces nouvelles, les journalistes américains ne protestent pas, ils ne font que ricaner un peu pour en atténuer

l'effet... tout en ayant conscience d'avoir à remplir un devoir d'objectivité en les publiant.

Ce qui est moins à leur honneur, et qui est d'ailleurs bien humain, c'est que n'ayant pas la conscience tranquille, ils continuent quand même les bombardements en essayant de se justifier encore. A l'affirmation du reporter du *London Daily Worker*, à l'effet, que la campagne américaine est "une monstrueuse entreprise de destruction du moral des populations et qui met au ban de la société civilisée celui qui la pratique", les "autorités" répondent que les brûlures au napalm ne sont pas différentes de celles des autres matières incendiaires, que les horreurs décrites par le *Daily Worker* peuvent être le fait d'un contact prolongé avec n'importe quelle substance pyrochimique comme la gazoline ou le magnésium! (*New York Times*, 19 août). Le Pentagone se donne de l'assurance en renchérissant que si les communistes protestent si fort, c'est uniquement parce qu'ils n'ont pas les moyens d'en faire autant (!!!), ce qui est peut-être vrai mais ne change rien à la question. Le Corps Chimique de l'armée y va aussi de son mot et invoque une circonstance atténuante (sic): "Personne ne nie que le napalm cause des blessures horribles, mais la mort s'ensuit souvent à très brève échéance"! Il y a même les historiens qui sont amenés à la rescousse pour nous apporter l'argument assez cocasse que la justification historique du napalm remonte à 360 avant Jésus-Christ alors que des armées de l'Asie occidentale se servaient d'une substance pétrolifère identique!

Mais la grande défense américaine, c'est qu'en dépit des risques que présente une telle politique

pour les aviateurs américains, les populations sont averties, par radio et par des volées de circulaires, du moment aproximatif de l'attaque et incitées à quitter la ville. Grâce à cette nouvelle attitude, qui fait très bien sur le papier et qui sort sans aucun doute d'un esprit bureaucrate raisonnant dans l'abstrait comme tant de bureaucrates, la nation américaine a retrouvé sa bonne conscience. Le doit-elle ?

La réponse me paraît être non, car en dépit de son apparence de pureté, cette solution du problème est loufoque et immorale. Immorale d'abord, parce que l'on place les populations nord-coréennes dans une position telle qu'elles manqueraient à leurs devoirs envers leur pays et leur cause si elles obtempéraient aux ultimatum ou suggestions américaines. Il n'est pour le comprendre qu'à nous rappeler les propres réactions qui se sont développées dans nos pays pendant la période des bombardements allemands en Angleterre: le roi et la reine se faisant un point d'honneur de ne pas quitter Londres bombardée; les incitations à la population de rester au poste en dépit des bombardements, comme se rendant à un devoir de citoyens, devoir rendu impérieux pour empêcher les bombardements de désorganiser complètement la vie du pays. La politique des Américains, vue sous cet angle, se réduit à rien d'autre qu'un effort pour effrayer les populations nord-coréennes, les inciter au lâchage devant l'ennemi, etc. C'est exactement ce qu'on peut appeler une tentative de briser le moral du peuple, tentative que la morale chrétienne nous interdirait même si nous n'avions pas cette façon de concevoir les

devoirs envers la patrie (car c'est un devoir de respecter les idées morales de l'adversaire), qui s'attaque au surplus chez l'adversaire à une conception que nous avons également faite nôtre. Nous ne voulons pas de traîtres dans nos rangs, mais nous incitons les citoyens à trahir dans l'autre camp.

Mais il y a plus, qui fait que l'aspect moral n'est pas le plus crucial. Pour nous justifier d'un acte barbare, nous nous satisfaisons de réclamer des populations qu'elles s'en protègent sur un moyen irréalisable. Et si vous voulez le comprendre, imaginez-vous seulement qu'aujourd'hui une flotte aérienne ennemie viendrait jeter sur Montréal des feuillets nous annonçant un bombardement pour demain. Est-il concevable que nous puissions évacuer pour le temps du bombardement tous les civils de la ville ?

Pensons d'abord à ce que peut représenter l'évacuation en une journée de quelque 600,000 à 700,000 personnes, sans compter que les 400,000 personnes exclues du total en les supposant obligées de rester ont également besoin de se mouvoir pour voir au fonctionnement des services. Nous avons déjà assez des embarras de circulation résultant à Montréal des mouvements de ceux qui voyagent; pensez à ce que ce serait s'il fallait y ajouter la masse de tous ceux qui ne voyagent pas habituellement.

D'ailleurs, évacuation pour aller où? Camper sur les terres des comtés de Laval, de Terrebonne ou de l'Assomption? Et rentrer en ville après le bombardement? Et les approvisionnements pendant ce temps: nourriture, accommodement pour les divers besoins humains les plus élémentaires?

D'ailleurs, une fois le bombardement passé, la ville est détruite, ses moyens de communications coupés ou considérablement ralentis, ses approvisionnements brûlés. Et alors ? Réfléchissez un peu autour de ces faits de base. Essayez maintenant très au concret de voir comment les choses vont pouvoir se passer par le détail au sujet de tous les petits problèmes quotidiens de la vie humaine que vous pouvez imaginer. Et tirez vos conclusions. Il est clair qu'une telle solution n'a pu naître que dans la tête d'un bureaucrate habitué à tout régler sur le papier sans s'occuper de la réalité, à moins qu'il s'agisse tout simplement d'un bureaucrate cynique en se moquant de nous.

Une telle politique, en somme, n'est praticable que pour des villages où la population peut, en marchant, sortir rapidement de ses frontières. Et encore la chose n'est-elle concevable, même pour ces centres, qu'au sujet d'un cas occasionnel. Car si la majorité des petits centres voisins passent par le même régime, la désorganisation générale mettra les civils en danger de mort par la faim ou le froid plutôt que par le feu. Et c'est tout !

Autrement dit, avec leur formule d'avertissement, les Américains se payent de mots. Ils se lavent les mains d'un problème dont ils assument en fait l'entière responsabilité. Ils nous apportent une preuve de plus que la guerre moderne ne peut être que barbare et que l'usage qui en est actuellement fait, comme instrument de pression politique auprès d'un adversaire, est incompatible avec les idéaux d'une nation chrétienne.

Images d'Algérie

par

JEAN-MARC LEGER

Il était près de midi quand, brusquement, à nos regards impatients qui, depuis plusieurs minutes, scrutaient l'horizon, Alger se révéla. Paresseusement répandue autour de la baie, comme accablée par ce soleil trop généreux de juillet, la ville si bien appelée "la Blanche" paraissait assoupie. L'avion parut hésiter, tournoya un instant au-dessus de la capitale algérienne, puis, grand oiseau fatigué, vint se poser doucement sur l'une des pistes de l'aéroport de Maison-Blanche. Les formalités d'usage bientôt satisfaites, un autocar nous emporta rapidement vers la ville. Ici et là, le long de la route, des Arabes faisaient la sieste; parfois, réunis en petits groupes, ils écoutaient l'un d'entre eux moduler une plaintive cantilène, tournant à peine la tête au passage du véhicule. Soudain, l'autocar ralentit et du regard le chauffeur nous invita à admirer le spectacle qui se présentait à nos yeux.

De la route surélevée, la ville nous apparaissait brusquement dans son ensemble, éclatante. A peine, ici et là, quelques teintes plus sombres qui ne faisaient qu'accuser davantage la blancheur de tout le reste. Et sur la capitale, étagée, qui descendait lentement vers le port, un incomparable soleil composait avec cette blancheur une lumière prodigue, presque trop vive, presque aveuglante. Peu à peu, cependant, elle s'adoucissait, se tamisait jusqu'à venir enfin épouser l'azur de la Méditerranée qui lui

composait un fond de décor sans pareil. Dialogue interminable de la pierre, du soleil et de la mer, si justement évoqué par Camus.

Quelques minutes encore et nous voici dans la ville d'Alger. Ou plutôt dans l'une des villes d'Alger. Grandes avenues bordées d'élégants magasins, d'hôtels modernes et tout blancs qu'on croirait sortis de la légende, pleines d'innombrables voitures et de confortables autobus. Voilà bien l'Alger européenne, si bien traduite par l'admirable palais du gouvernement général, sis au cœur de la ville. Nous la parcourions, étonnés et ravis, impatients cependant de reconnaître l'autre. Nous y passions bientôt et presque sans transition : ruelles étroites, pleines d'une vie bruyante et colorée, où, à certaines heures, l'on a peine à avancer, tellement la foule est dense. Échoppes de fortune où il est possible de trouver de tout, marchands innombrables dont l'on ne peut se défaire. L'on se croirait à une foire perpétuelle. Et, dominant ces cris et ces bruits, un mélange des odeurs les plus puissantes et les plus variées qui compose un parfum indéfinissable.

Telles sont les deux villes d'Alger, différentes mais non distantes. Sur les grandes avenues, dans les cafés, la rencontre s'opère : Arabes et Berbères, Kabyles, Français d'Algérie, Français de France se retrouvent fraternellement emmêlés. Ainsi, la capitale exprime-t-elle parfaitement le problème majeur et l'espoir de l'Algérie et de toute l'Afrique du Nord : rencontre de deux mondes, de deux civilisations ; synthèse qui naît lentement des contacts de la vie quotidienne.

Nulle part, peut-être, mieux qu'en Algérie, peut-

on étudier les résultats de la politique métropolitaine dans l'Empire français d'hier, l'Union française d'aujourd'hui. Terre la plus ancienne du nouvel empire en même temps que la plus voisine de la métropole, l'Algérie est assurément le pays où la présence française s'est le plus fortement affirmée.

L'Algérie vieux et jeune pays, à la fois, lieu de rencontre de deux civilisations, bien différentes, mais l'une et l'autre riches, l'une et l'autre conscientes de leur valeur propre. Rencontre de civilisations qui a connu trois étapes: le heurt violent, d'abord, puis la mise en veilleuse de l'indigène sous la domination, libérale il est vrai, de l'europpéenne. Voici que maintenant triomphe la notion de contact de civilisations et d'apports mutuels. Cette conception s'est traduite dans tous les domaines de la vie collective, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle charte de l'Algérie, votée en 1947 par l'Assemblée Nationale française.

En venant en Algérie, la France y a simplement repris la tradition de la présence occidentale déjà affirmée en ce pays. Les légions romaines et à leur suite l'administration impériale avaient en quelque sorte imprimé la marque latine en terre algérienne. Lambeau détaché de l'Europe, comme a si justement dit quelqu'un, ce pays renferme quatre principaux éléments de population. Arabes et berbères arabisés, Kabyles, Israélites, Européens. Arabes et Kabyles constituent de loin la grande majorité. Séparés des premiers par la langue et les mœurs, les Kabyles leur sont cependant unis par la religion musulmane qui a connu durant ce demi-siècle un regain de ferveur. Mais l'Islam n'a plus de raison de s'ériger en

antagoniste d'un régime qui le respecte, d'une nation qui l'admet à égalité. En fait, dès 1834, des gestes politiques nombreux montrent clairement le désir de la France d'associer les populations locales à son œuvre dans un climat de respect de leurs traditions et de leurs structures fondamentales.

A quatre heures de Paris, par la voie des airs, à moins de douze heures de Marseille par mer, l'Algérie étale la blancheur de ses ports sur la Méditerranée. Immense pays puisque sa superficie est de 2,339,000 kilomètres carrés: car il ne faut pas oublier qu'au delà des trois départements il y a la vaste étendue des Territoires du Sud. Cependant, il ne faut pas se laisser tromper par le chiffre précité: en réalité, les surfaces cultivables sont de 9 millions d'hectares. Dans ce pays pittoresque mais pauvre, riche d'un patrimoine historique éclatant, à certaines époques brûlé de soleil, bien des conquérants ont laissé leurs traces. Dans ce carrefour d'influences, cependant, celle de la France s'affirme comme la plus forte: de toutes les présences affirmées ici, la sienne aura été la plus féconde. Voyons-le plutôt, tant sur le plan politique qu'en matière d'économie, de progrès social, d'éducation.



1830. Il y a donc plus de 120 ans que la France est venue en Algérie. On comprend aisément que se retrouve partout l'empreinte de son œuvre. Aux premiers jours de la conquête, le pays renfermait environ un million et demi d'habitants. Aujourd'hui, il en possède plus de neuf millions, dont près de huit

millions d'indigènes et plus d'un million d'Européens. De ce dernier chiffre, environ 850,000 Français. C'est dire que la population indigène a été multipliée par six depuis un siècle. Si l'on compare ce résultat avec le sort de certains peuples indigènes d'autres empires, l'on reconnaîtra l'ampleur de la contribution française à l'excellente situation démographique de l'Algérie.

L'Algérie est à ce point rattachée politiquement et administrativement à la France qu'elle constitue à la vérité un prolongement de la métropole. Ici, d'ailleurs, la politique vient simplement confirmer et couronner ce que déjà proclament la géographie et l'économie: l'étroite parenté entre le sol algérien et celui de la France même. Aujourd'hui, l'Algérie forme un groupe de départements, ceux d'Alger, d'Oran et de Constantine, constitués et régis de la même manière que les départements métropolitains. L'après-guerre a marqué une étape importante de la marche de l'Algérie dans la voie de l'autonomie interne. En plus de bénéficier des avantages inhérents à la constitution de l'Union française, elle recevait en 1947 sa charte propre sous le nom de "Statut organique de l'Algérie". L'innovation majeure de cette loi réside dans la création d'une véritable assemblée algérienne élue au suffrage universel par les populations tant de statut français que de statut musulman sur la base du double collège.

Certes, il ne saurait être question d'autonomie complète puisque l'Algérie est partie de la métropole elle-même. Et il y a ici plus qu'une affirmation, plus qu'une vue de l'esprit: une réalité qui est celle de

tous les jours. Il suffit de se promener dans les rues des grandes villes de la Côte comme dans celles de l'intérieur, de converser avec les Indigènes, d'observer leurs réactions pour constater la mesure de la pénétration française. Et si, par impossible, la France devait quitter l'Algérie comme affirmation politique, elle resterait néanmoins présente dans la vie de tous les jours d'innombrables façons. Parce que les deux pays forment vraiment une communauté et parce que l'Algérie a besoin de la France.

Ce témoignage, d'ailleurs, ce sont les adversaires de la souveraineté française eux-mêmes qui le rendent. Même les formations avancées, les partisans de la plus large autonomie possible ont toujours inscrit à leur programme le maintien d'une certaine forme d'union avec la France. Il faut bien dire aussi que des impératifs économiques commandent à l'Algérie, pays pauvre, presque uniquement agricole, de s'appuyer sur une grande puissance. La France est là, depuis 120 ans: on voit mal quel pays méditerranéen pourrait prendre sa place.

Définir l'œuvre politique de la France en Algérie ? Pourquoi s'attarder à des considérations théoriques quand les faits sont là qui parlent par eux-mêmes ? A causer avec les représentants les plus éminents des éléments musulmans, à lire leurs publications, à assister à leurs discussions, l'on est frappé du rôle que la pensée française a joué dans leur conquête d'une réflexion et d'une maturité politiques souvent étonnantes. De même, le fait d'assister à une séance de l'Assemblée algérienne où Français et Musulmans discutent les mesures propres à assurer l'avancement du pays. En plus de l'Assemblée, la loi de 1947 a

également institué un Conseil de Gouvernement de six membres, dont deux sont désignés par le gouverneur général, et les quatre autres par les 120 membres de l'Assemblée. Ce Conseil assiste le gouverneur général pour veiller à l'exécution des décisions de l'Assemblée.

Là, cependant, ne se bornent pas les tâches de caractère politique que l'Indigène peut assumer. Bien avant l'arrivée des Français, l'Algérie possédait un ensemble d'institutions politico-sociales avec comme base la tribu. Dans ce vieux pays qui avait connu bien des conquêtes, celle du Turc, en particulier, et bien avant, de la Rome impériale. la religion musulmane demeurait l'élément le plus puissant. Respectant la liberté du culte et même facilitant la tâche au clergé musulman, la France dota cependant le pays de structures plus adaptées aux exigences de l'époque. C'est ainsi qu'à la tribu fut substituée la commune mais la direction de celle-ci resta aux éléments indigènes locaux. Quelque temps désignés, ils sont maintenant élus par leurs commettants: ainsi, sous l'égide de la France, les populations algériennes font-elles en quelque sorte l'apprentissage de la responsabilité et de la liberté politiques.

Les faits, disions-nous plus haut, parlent d'eux-mêmes. Pour juger l'œuvre de la France en Algérie, il suffit de parcourir le pays en se rappelant ce qu'il était il y a 120 ans. Mais en tenant compte aussi et au premier chef de ceci: l'Algérie est un pays pauvre. Ce pays a dit quelqu'un, est grand comme 35 départements français, peuplé comme 18 et riche comme trois. Un peu sommaire, le jugement n'en reste pas moins largement fondé.

Le statut organique de l'Algérie portait une innovation majeure. Déjà en 1870, le décret Crémieux avait accordé aux Juifs d'Algérie la citoyenneté française. Par la suite, des mesures particulières permettaient aux diverses catégories d'Algériens d'accéder au même titre. Depuis 1947, il est possible à tout Musulman, justifiant d'un certain degré d'éducation et de quelques autres conditions, de devenir citoyen français. Mais, et c'est là ce qu'il faut signaler, il peut s'il le désire conserver son statut musulman. De la sorte, tout en bénéficiant des droits politiques du citoyen français, il conserve les droits découlant de son statut personnel. Par ailleurs, l'ensemble des habitants jouit de la citoyenneté de l'Union française. Ainsi, la disparition complète de la notion de sujet, qui fait place à celle de citoyen, traduit-elle une véritable égalité de rapports. Entre Français de la métropole et Algériens, la relation est celle d'égal à égal.

Cette mesure, que plusieurs avaient combattue, craignant ses conséquences pratiques, a eu au contraire pour effet de rendre plus profond encore l'attachement des populations indigènes à la France. Elle a permis de fortifier l'indispensable climat de confiance et de coopération dont l'Algérie a un pressant besoin pour résoudre un ensemble de problèmes ardues et qui sont de tous les ordres. A cette mesure, d'autres se sont bientôt ajoutées telles que la participation accrue des Indigènes aux affaires locales et la nomination à des postes de première importance de Musulmans. Le climat allait permettre la poursuite des grands objectifs que s'est fixés le plan de développement de l'Algérie. L'œuvre de la

métropole en Algérie représente vraiment la pierre de touche de l'Union française.

Notes sur une caricature

par

JEAN-MARC LEGER

Le nationalisme n'a sans doute pas, au Canada français, de plus dangereux adversaire que le masque lentement dessiné par un trop grand nombre de ceux qui s'en disent les adeptes. Et peu à peu, tant pour les fidèles que pour les contempteurs, le masque a fait oublier le visage: une équivoque terrible est née qu'il faudra bien des années pour dissiper. De cette caricature, nous aimerions signaler brièvement certains traits, le premier résidant probablement dans l'absence de maturité politique.

Celle-ci s'est traduite notamment de deux manières: l'infantilisme, tendance à modeler son comportement devant tel groupe ou tel événement sur des réactions traditionnelles de caractère sentimental; un irréalisme profond, sorte d'impuissance à reconnaître la nécessité d'une modification de la ligne générale à la lumière des transformations du contexte politique. De cette double défaillance, les exemples ne manquent pas. Voyons-en simplement quelques-uns.

Rien d'aussi singulier que l'attitude du Canadien français moyen et particulièrement de celui qui se prétend nationaliste à l'endroit de l'Anglo-Saxon, du Juif, du Français et de l'Américain. Il est assez vrai malheureusement que les nôtres sont souvent xénophobes, signe trop éloquent d'un complexe d'infériorité. Si nous nous arrêtons aux quatre groupes précités, c'est, on l'aura compris, qu'ils marquent plus profondément notre vie quotidienne.

S'il est un danger pour le Canada français, à l'heure présente, c'est bien l'envahissement progressif par "*l'american way of life*". Malgré la formidable progrès des moyens de communication, Londres est peut-être plus loin du Canada que jamais il ne le fut dans notre vie politique: le danger de colonisation, ce n'est plus "l'Empire" qui le fait planer sur nous mais bien la redoutable proximité des USA. La tendance à considérer l'Anglo-Saxon comme l'ennemi no. 1 du Canada français, voilà qui ressortit à un autre âge: notre temps appelle bien plutôt la vigilance à l'endroit de New-York et de Washington. Bien peu, pourtant, même parmi les nationalistes, le réalisent: on continue à concevoir comme un péril l'Angleterre qui commence peut-être à être une sauvegarde.



A l'endroit du juif, notre comportement rejoint celui de la plupart des masses occidentales. Ce n'est pas, pour autant, une excuse. Ce caractère chrétien que nous sommes si fiers d'afficher tout comme notre propre intérêt commanderaient pourtant le

respect et l'amitié envers une minorité qui nous sert dans bien des domaines d'amères mais salutaires leçons. Des milieux israélites de plus en plus nombreux s'intéressent au fait franco-canadien; un Cercle juif de langue française s'est formé à Montréal qui accomplit déjà un travail fructueux. Voilà une curiosité maintenant, une amitié bientôt, à quoi nous ne devons pas nous refuser. Triste comédie que celle qui consiste à stigmatiser le Juif verbalement pour ensuite remettre aux entreprises qu'il anime la plus grosse part de son budget, sous une forme ou l'autre. Ce sont de telles attitudes qui desservent le nationalisme: et l'on comprend fort bien que beaucoup le rejettent, et parmi les meilleurs, s'il est vrai qu'il est une des innombrables figures de la xénophobie, de l'étroitesse d'esprit, de "l'anti".

●

Les derniers mois ont été l'occasion de contacts infiniment plus nombreux qu'auparavant entre Français et Canadiens-français. Ce n'est un secret pour personne que beaucoup de nos frères de France ont été déçus et blessés de l'accueil que les nôtres leur ont fait. S'il est pourtant une amitié que tout nous appelle à pratiquer, c'est bien celle-là qui saurait nous être à la fois si précieuse et si féconde. Complexe d'infériorité ou autre raison? En tout cas, il n'est pas peu étonnant de trouver chez celui-là même qui par la parole et par la plume se fera le champion du fait français au Canada, une attitude résolument antipathique envers le Français. Voici précisément une preuve de cette absence de

maturité politique: l'on n'a pas encore su se hausser à la conscience de l'universalité de la présence française, atteindre à la conception de la plus grande France. Le Canada français, on le conçoit comme une entité isolée se suffisant superbement à elle-même et on pousse la sottise jusqu'à repousser des concours qui s'offrent tout pleins d'une fervente amitié. Il est assez désolant d'entendre des immigrants français déclarer avoir trouvé plus de sympathie, de compréhension, voire d'assistance chez l'élément anglo-saxon que chez nous.

C'est, hélas! aussi de milieux qui se veulent nationalistes qu'est venue par exemple l'odieuse attaque contre Marie-de-France, chez eux que s'est manifestée la plus blessante incompréhension de la France d'après-guerre... Il en est encore pour nous parler de "la vraie France", de S. Louis à Pétain: qui aime vraiment la France ne s'amuse pas au jeu stupide d'en mutiler la figure, pour n'y retenir comme valable que ce qui répond à ses conceptions, plus souvent à ses préjugés. Nos frères français ont encore beaucoup à nous apporter et, à défaut d'autres motifs, notre propre intérêt déjà commande de le comprendre et de modeler là-dessus notre attitude.



J'ai fait allusion plus haut au comportement des nôtres à l'endroit de l'Américain, le seul peuple peut-être que nous admettions tout à fait. Qu'il faille préserver cette amitié, tout le monde là-dessus sera d'accord. Mais il importe toutefois de la rendre plus vigilante et moins servile d'autant que, pour

l'heure, entre les quatre nations qui nous intéressent, l'américaine est peut-être celle qui peut nous apporter le moins mais nous menacer le plus.

Il faudrait encore parler de la conception même qu'ont du nationalisme nombre de nationalistes. Faute majeure de le considérer d'abord comme une opposition à tel ou tel groupe; erreur capitale de l'envisager comme se situant à droite, de le comprendre comme traditionaliste et conservateur alors que, surtout s'agissant du Canada français, il en va tout autrement. A la limite, la plus détestable caricature du nationalisme chez nous revêt l'aspect odieusement partisan et mesquin du consortium de grands et petits intérêts baptisé du nom d'Union nationale.

Mais ici, de simples notes ne sauraient suffire. L'examen de la situation politique du vrai nationalisme nous amènerait d'abord à entreprendre un procès que d'ailleurs il faudra bien vider un jour. Remarquons simplement que le nationalisme, à l'époque contemporaine, n'a atteint ses objectifs que compris comme révolutionnaire et intensément social, que conçu comme apportant une réponse totale au problème total de la nation. Vouloir morceler l'examen de celui-ci pour s'attaquer séparément à tel ou tel aspect, c'est courir à l'échec. La notion du nationalisme conçu comme une revendication permanente sur les questions du bilinguisme et de notre quote-part au sein du fonctionnarisme fédéral, ne répond absolument pas aux besoins de l'heure: c'est,

si l'on veut, du nationalisme "secondaire" et incomplet et qui, par la même, s'il ne s'insère pas dans le problème total, peut rapidement devenir de "l'anti-national".



Un ouvrage capital

Le troisième Tome de l'Histoire du Canada français de M. Groulx

par

J. M. LÉGER

Longtemps, nous avons attendu une Histoire du Canada français qui, réalisée selon les exigences de la science, mieux de la vérité fut animée d'un authentique souffle national. C'est un homme à qui nous devons tellement déjà qui, depuis quelques années, a entrepris de nous la donner: il la fait à l'image de son œuvre et de sa vie, à la mesure de sa probité et de son nationalisme éclairé et vigilant.

Après les deux premiers tomes qui couvrent l'ensemble de l'époque connue sous le nom de "régime français, le troisième vient de paraître qui étudie la première période du régime britannique, soit celle qui va de 1760 à 1848. Intitulé "Vers l'Autonomie", ce troisième tome étudie la lente montée du Canada français vers la maîtrise relative de son destin, à l'intérieur de l'ensemble canadien. Cet ouvrage de quelque 325 pages se divise tout naturellement selon les grands moments de cette ascension: régime provisoire de 1760 à 1764; colonie de la Couronne, de '64 à '91; l'ère parlementaire de 1791 à 1848 nettement divisée par le conflit qui atteignait son point culminant avec "l'insurrection de 1837-38".

Mais s'est-il vraiment agi d'une insurrection ? Dans une très longue étude de la question, l'auteur incline à répondre par la négative, en ce sens qu'il n'y eut aucune prise d'armes concertée mais des incidents sanglants et localisés nés de la fièvre d'une lutte où les partis s'exaspéraient. Aussi, l'examen exhaustif auquel il se livre, le chanoine Groulx l'entreprend-il en replaçant tout le problème dans le contexte politique du moment, politique et idéologique. D'un côté, un tel vent de liberté soufflait de par le monde, exalté par les révolutions françaises de 1830 et de 1848 dont l'influence ici fut considérable; de l'autre, nous étions constitués socialement dans un état beaucoup plus évolué que le peuple anglais chez qui la domination du régime des grandes propriétés permettait le maintien d'un système oligarchique inacceptable ici. Singulier état de choses d'une colonie où le suffrage est déjà pratiquement universel alors que dans la métropole il reste encore restreint aux grands possédants. A la vérité, l'insurrection ne fut que le point tournant d'une lutte qui du côté des patriotes du Bas-Canada était envisagée comme la résistance à une opération politique conçue à Londres pour mater les colonies d'Amérique du Nord entre lesquelles déjà se dessinait une Ligue dont l'on craignait qu'elle n'aboutît à la création d'une République.

Tout au long de ce troisième tome, l'auteur souligne la prédominance du facteur politique dans la période étudiée et l'explique par l'urgence de la tâche qui s'imposait aux Canadiens français. Ils ont concentré toutes leurs forces sur ce terrain d'abord pour résister à l'assimilation puis pour réaliser leurs aspirations à une forme de gouvernement responsable dont la concrétisation, du reste, allait constituer la meilleure défense contre le danger d'absorption. Cela permet à l'auteur de porter le coup de grâce à une légende selon laquelle nous devrions nos libertés politiques à un geste de compré-

hension généreuse de Londres. En fait, nous en devons l'obtention d'un côté à l'action des réformistes ou patriotes, de l'autre aux révolutions étrangères et au climat de libération de l'époque qui amenèrent Londres à jeter prudemment du lest. C'est assez dire que sur toute cette période difficile et troublée de notre histoire, le chanoine Groulx apporte des vues d'une singulière profondeur.

Enfin, l'auteur est amené à insister sur la disproportion entre l'œuvre à accomplir et les moyens disponibles. Si l'on veut bien mesurer l'écart, en effet, entre la tâche immense de maintenir et de faire s'épanouir en terre nord-américaine une présence française et les instruments disponibles, savoir les seuls effectifs des 60,000 Français entièrement coupés de la mère-patrie, on admettra que l'entreprise n'avait rien d'une sinécure.

A la valeur remarquable d'information de l'ouvrage, à la qualité des avenues qu'il ouvre vers une plus juste compréhension d'un siècle de notre histoire, s'ajoute le stimulant qu'il constitue. Il appelle également un examen de conscience de la part des descendants de ceux qui ont maintenu le Canada français. Animés de la même foi et d'un pareil courage, à quel riche destin ne pouvons-nous aspirer, aujourd'hui, aux quatre millions que nous sommes, forts de l'expérience de ceux dont le chanoine Groulx retrace si justement les incessants combats. Mais voilà: il faut croire et vouloir. Et la mesure de notre foi comme de notre volonté nationale, n'est pas sans inspirer quelque inquiétude.

SOMMAIRE

L'ACTION NATIONALE:	
<i>Notre Action Nationale</i>	3
ANDRE LAURENDEAU:	
<i>Henri Bourassa</i>	7
LIONEL GROULX, ptre:	
<i>Crise de fidélité française ?</i>	11
ANDRE MALANAY:	
<i>Jeunesse de France, 1952</i>	26
STANISLAS VACHON:	
<i>Notre politique militaire</i>	34
JEAN-MARC LEGER:	
<i>Le rendez-vous des illusions</i>	47
LE MOIS:	
DOMINIQUE BEAUDIN:	
<i>Voix de l'Ouest</i>	55
F.-A. ANGERS:	
<i>Bombardements avec ou sans avis</i>	60
JEAN-MARC LEGER:	
<i>Images d'Algérie</i>	68
<i>Le Troisième Tome de l'Histoire du Canada français</i> <i>de M. le chanoine Lionel Groulx</i>	81

Lucien Viau et associés

Comptables Agréés

CHAS. DESROCHES, C.A.
FERNAND RHEAULT, C.A.

159 Ouest, rue Craig,
(EDIFICE DES TRAMWAYS)

MA. 1339

LA COMPAGNIE

F.-X. DROLET

Ingénieurs — Mécaniciens — Fondeurs

Spécialités :

Ascenseurs modernes de tous genres,
soudures électriques et autogènes, etc.

208, rue du Port

Québec

GR. 2465

BEN. BÉLAND INC.

Accessoires électriques en gros

7152, boul. Saint-Laurent,

Montréal, (14).

Pour devenir propriétaire . . .

Épargnez avec :

LA COMPAGNIE MUTUELLE D'IMMEUBLES

Limitée

1306 est, Ste-Catherine, Montréal

Tél. : CHerrier 5415-5515

L'oeuvre essentielle de notre littérature



L'Action Nationale a le plaisir
d'annoncer à ses lecteurs et aux
clients de sa librairie que le
troisième tome de l'Histoire du
Canada de M. le Chanoine Lio-
nel Groulx sera publié au cours
du mois d'octobre.



L'ACTION NATIONALE

986, est, rue RACHEL
MONTREAL

Avez-vous lu ? . . .

les deux récents ouvrages

de M. le Chanoine LIONEL GROULX

Histoire du Canada français, Tome I . . .	2.00
édition de luxe	3.50
Histoire du Canada français, Tome II . . .	2.50
édition de luxe	3.50
L'Indépendance du Canada	1.50
édition reliée	2.50



ROBERT RUMILLY

Histoire de la Province de Québec

(23 volumes) ch.	1.25
édition reliée ch.	1.75

Coupon de commande

L'Action Nationale,

986 est, rue Rachel, Montréal

CH. 5253

Nombre

Titres

Prix

.....
.....
.....
.....

Total

P.-S. — Prière de faire remise par chèque payable au pair
à Montréal et ajouter 5% pour frais de port.

Tél. HA 0200-0209

PERRAULT et PERRAULT

AVOCATS

914 St-Denis :: Suite 212 :: Montréal, Canada

ANTONIO PERRAULT, C.R.

Rés. : 64, ave Nelson, Outremont. Tél. DO 6342

JACQUES PERRAULT, L.L.D.

Rés. : 4390, boul. Pie IX, Tél. CL 3580

Les cafés et confitures de

J.-A. Désy

LIMITÉE

SONT LES MEILLEURS — EXIGEZ-LES

CR. 2167

COMPAGNIE DE BISCUITS STUART Ltée

BISCUITS — GÂTEAUX — TARTES

Alfred ALLARD,
président et gérant gén.

Marcel ALLARD,
gérant général adjoint

235, Laurier ouest

Montréal

Lisez

“LE DEVOIR”

LE JOURNAL DES GENS QUI PENSENT

**UNE
POLICE
POUR
CHAQUE
BESOIN**

LIBÉRATION DE DETTES

LIQUIDATION D'HYPOTHÈQUE

RAJUSTEMENT DU REVENU

ÉTUDES COMPLÉTÉES

ENTRÉE EN AFFAIRES

ASSOCIATION COMMERCIALE

RETRAITE, ETC.

ASSURANCE-VIE & RENTES VIAGÈRES

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE-VIE

41 ouest, S.-Jacques, Montréal 1, HA. 3291

Lucien Ladouceur, gérant
Division de Montréal
39 est, rue Notre-Dame
Montréal 1 — LA. 2380

EN ÉTÉ AU JEU EN HIVER AU FEU

Les vacances sont le meilleur temps pour prévoir votre confort de l'hiver prochain. Voyez immédiatement si votre chauffage ou votre plomberie sont en bon état. — *Construisez-vous ?... La Maison Jetté dispose d'une équipe de techniciens en mesure de collaborer étroitement avec les propriétaires et les architectes pour élaborer et réaliser toute installation en chauffage-plomberie.*

Pionniers du véritable chauffage
par rayonnement au Canada



360 est, rue Rachel — Montréal

MARquette 4107

Henri Bourassa

expose une des conséquences
de

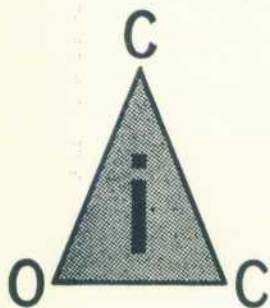
LA GUERRE TOTALE

en répondant à la question

**“QUE SERONT
NOS ENFANTS ?”**

■
Prix : .20 l'ex.
1.80 la douz.
15.00 le cent

A F F I L I É E À L A C . U . A .



C.O.C.? Combustible, oxygène, chaleur. Tels sont les trois éléments qui, réunis, provoquent l'incendie. Le grand principe de prévention consiste donc à les séparer; c'est le combustible qui s'isole le plus facilement. D'où l'importance de l'inspection continue des établissements.

S O C I É T É
NATIONALE
D'ASSURANCES

41 OUEST, S.-JACQUES, MONTRÉAL • HA. 3291

La Sauvegarde

●

ACTIF : \$23,500,000.

ASSURANCES EN VIGUEUR :
\$133,000,000.

protégeant
89,000 assurés

●

Il n'y a pas longtemps encore, beaucoup de nos compatriotes étaient sous l'impression que pour réussir dans le domaine d'assurance sur la vie il fallait porter un nom étranger. Nous manquions de confiance en nous-mêmes.

Ce sera un titre de gloire pour LA SAUVEGARDE que d'avoir été la première compagnie canadienne-française à s'aventurer sur un terrain qui semblait jusqu'alors réservé à d'autres. Durant longtemps, elle fut la seule, mais ses succès encouragèrent les initiatives et facilitèrent la naissance des compagnies canadiennes-françaises fondées au cours des dernières années et auxquelles nous souhaitons le plus grand succès.